

TABLE DES MATIERES

DEDICACES	I
REMERCIEMENTS	II
AVANT PROPOS	III
TABLEAUX ET GRAPHIQUES	IV
SIGLES ET ACRONYMES	V
RESUME	- 1 -
INTRODUCTION	- 2 -
1. CONTEXTE	- 2 -
2. PROBLEMATIQUE	- 3 -
3. OBJECTIF	- 5 -
4. HYPOTHESES	- 5 -
5. METHODOLOGIE	- 5 -
6. L'INTERET DU SUJET	- 7 -
7. PLAN DU TRAVAIL	- 8 -
I. CADRE THEORIQUE.....	- 9 -
I.1. LA REVUE THEORIQUE	- 9 -
I.1.1. Relation entre l'investissement et la dette extérieure	- 11 -
I.1.2. Investissement et croissance économique.....	- 11 -
I.1.3. Dette extérieure et croissance économique.....	- 12 -
I.1.3.1. Dette extérieure comme facteur de croissance économique.....	- 12 -
I.1.3.2. Dette extérieure comme frein à la croissance économique	- 13 -
I.2. LA REVUE EMPIRIQUE.....	- 15 -
II. L'ANALYSE DE LA DETTE EXTERIEURE EN CÔTE D'IVOIRE.....	- 18 -
II.1. CARACTERISTIQUES DE LA DETTE EXTERIEURE EN COTE D'IVOIRE	- 18 -
II.2. SOURCES DE L'ENDETTEMENT DE L'ÉTAT IVOIRIEN.....	- 18 -
II.3. EVOLUTION DE LA DETTE EXTERIEURE ET LES INDICATEURS ECONOMIQUES EN COTE D'IVOIRE	- 19 -
II.4. DETTE EXTERIEURE ET FINANCES PUBLIQUES	- 21 -
II.5. DETTE EXTERIEURE, INVESTISSEMENT ET CROISSANCE ECONOMIQUE	- 22 -
III. FORMALISATION DE LA RELATION ENTRE LA DETTE EXTERIEURE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE	- 24 -
III.1. SPECIFICATION DU MODELE	- 24 -
III.2. TECHNIQUE D'ESTIMATION APPLIQUE AU MODELE	- 24 -
III.2.1. Le test de multicolinéarité entre les variables.....	- 25 -
III.2.2. Le test de la stationnarité des variables.....	- 26 -
III.2.3. Le test de cointégration de la série	- 26 -
III.2.4. Le modèle à correction d'erreur	- 27 -
IV- PRESENTATION ET INTERPRETATION DES RESULTATS DES TESTS	- 28 -
IV-1. PRESENTATION DES RESULTATS DES TESTS.....	- 28 -
IV.1.1. Le test de multicolinéarité entre les variables	- 28 -

IV.1.2. Le test de la stationnarité des variables	- 28 -
IV.1.3. Le résultat du test de la cointégration de Johansen	- 29 -
IV.1.4. Le modèle à correction d'erreur	- 29 -
IV.1.5. Le test de stabilité	- 30 -
IV.2. INTERPRETATION DES RESULTATS	- 31 -
RECOMMANDATIONS ET CONCLUSION.....	- 35 -
BIBLIOGRAPHIE.....	- 38 -
ANNEXES	I

Dédicaces

Je dédie ce mémoire professionnel à mes:

grands parents;

parents;

oncles;

tantes;

frères;

sœurs;

cousins;

cousines et ;

amis (es).

Remerciements

J'adresse mes remerciements à l'endroit du corps professoral du CIRFS, plus particulièrement de GPE et de l'Université de COCODY.

*J'apprécie les dispositions prises par **Dr PAUL SECA ASSABA**, Directeur du Programme GPE Abidjan afin de permettre à chaque auditeur de bénéficier un encadrement à distance pour un meilleur aboutissement de leurs mémoires professionnels.*

Je remercie l'équipe d'encadrement d'avoir accepté de suivre les auditeurs dans l'élaboration de leurs dossiers de politiques économiques et de leurs mémoires professionnels.

*Je félicite mon encadreur **M KONAN Kouakou Hyppolite**, Sous Directeur, Chef de Section de la Balance de Paiements et de la Réglementation des Changes ; BCEAO-Abidjan pour sa compréhension, son attention et sa grande disponibilité pour la réussite de mon stage.*

Je remercie le personnel de la BCEAO, plus particulièrement:

- ***M.MANDE Edgar**, chef de Service des Etudes par intérim;*
- ***M.KPAN OULAI CLEMENT**, Responsable de la Section Recherches et Prévisions Economiques au Service de la Recherche et de la Statistique ;*
- ***Me AHIBE Ahou Mireille**, Fondée de Pouvoirs, Section Economie Générale au Service des Etudes;*
- ***M. ALLEDJI Aimé**, Fondé de Pouvoirs, Section de la Balance de Paiements et de la Réglementation des Changes au Service des Etudes.*

*J'apprécie l'intervention du **Pr. ASSEMIEN Alexandre**, Directeur du Plan, de sa disponibilité et de sa modestie en mettant à ma disposition la documentation nécessaire pour la réussite de mon mémoire professionnel.*

*Je reconnais les efforts consentis par **M.AKROU Bertin**, Sous Directeur des Financements, Ministère d'Etat, Ministère de l'Economie et des Finances pour la réussite de mon travail.*

*Je manifeste ma profonde satisfaction à l'égard de **M. KEHO Yaya**, Statisticien- Economiste, Enseignant ENSEA-Abidjan de sa volonté de soutenir les auditeurs dans le domaine de l'économétrie.*

J'exprime ma profonde gratitude aux initiateurs du Programme de Renforcement des Capacités en Afrique.

Je prie le Directeur du programme GPE Abidjan de transmettre mes remerciements d'une part à la Banque Mondiale et ACBF et les autres institutions apportant leur soutien audit programme, d'autre part au personnel qui est en permanence à nos services et ainsi qu'aux autres intervenants durant cette période de formation.

Je remercie également les personnes qui ont intervenu de près ou de loin pour la réussite de mon mémoire professionnel.

AVANT PROPOS

Ce mémoire professionnel sous le thème « Impact de la dette extérieure sur la croissance économique par habitant en Côte d'Ivoire » fait partie des travaux que doivent accomplir chaque auditeur dans le cadre du programme de renforcement de capacité en Afrique (PGPE).

Il comprend quatre parties essentielles.

La première partie traitera les fondements théoriques sur la dette extérieure et la croissance économique. Elle sera fondée sur deux approches: une approche théorique et une approche empirique.

La deuxième partie analyse de l'évolution de la dette extérieure en Côte d'Ivoire.

La troisième partie formalise la relation entre la dette extérieure et la croissance économique en Côte d'Ivoire.

Enfin, la quatrième partie fait l'objet de présentation et d'interprétation des résultats issus des tests économétriques.

Cette étude est adressée aux Décideurs Politiques et Economiques, aux conseillers gouvernementaux et aux Bailleurs de Fonds afin de leur permettre de prendre de bonnes décisions en vers les emprunts extérieurs dans une dynamique de croissance économique.

Tableaux et graphiques

Tableau I:	Endettement extérieur et les indicateurs économiques
Tableau II:	Evolution du taux de croissance et taux d'investissement
Tableau III:	Test ADF et PP sur les variables en différence première
Tableau IV:	Test de cointégration
Graphique I:	Evolution de la dette et son service
Graphique II:	Evolution du taux de croissance et du taux d'investissement

Sigles et acronymes

ADF:	Augmenté de Dickey Fuller
BAD:	Banque Africaine de Développement
BADEA:	Banque Arabe de Développement Economique en Europe en Afrique
BEI :	Banque Européenne d'Investissement
BM :	Banque Mondiale
BSIE-CAA:	Budget spécial d'Investissement et d'Equipement
CAA:	Caisse d'Autonome d'Amortissement
DT:	Differency stationnary
DW:	David Watson
ERM:	Modèle à correction d'erreur
FMI :	Fonds Monétaire international
FMI:	Fonds monétaire international
IDE:	Investissement Direct Etranger
MCO:	Moindre carré ordinaire
PIB:	Produit intérieur brut
PP:	Phillips Perron
PPTE:	Pays pauvres très endettés
TS:	Trend stationnary
VAN:	Valeur actuelle nette
VEC:	Modèle vectoriel

Résumé

La présente étude avait pour objectif de déterminer l'impact de la dette extérieure sur la croissance économique par habitant en Côte d'Ivoire.

L'approche analytique sur l'évolution de la dette extérieure montre une dégradation de grands indicateurs économiques. L'endettement excessif et un service de la dette insoutenable ont entraîné un ralentissement du taux de croissance, une balance courante déficitaire, une détérioration des termes de l'échange, un déficit budgétaire récurrent. Ils ont entraîné également un détournement de fonds de l'Etat destiné aux dépenses publiques et d'investissements vers le service de la dette.

L'analyse des données sur la période 1970-2002 par une approche économétrique relève l'existence d'une corrélation négative entre la dette extérieure, le solde budgétaire et la croissance économique par habitant en Côte d'Ivoire. Par ailleurs, la même approche montre qu'on est présence d'une corrélation positive entre les investissements, les termes de l'échange et la croissance économique par habitant en Côte d'Ivoire.

L'analyse des résultats suggère une relation de court et de long terme entre la variable endogène (produit intérieur brut par habitant) et les variables explicatives (dette extérieure, solde budgétaire, investissement, termes de l'échange) par la présence d'une relation de cointégration.

Du fait de ces liens, il est recommandé à la Côte d'Ivoire de tout mettre en œuvre pour obtenir un traitement efficace de sa dette dans le cadre des nouvelles initiatives en faveur des Pays pauvres très endettés. Cela permet de consacrer les ressources dégagées aux secteurs sociaux prioritaires afin de réduire le niveau de la pauvreté.

Introduction

1. Contexte

Au lendemain de son indépendance, la Côte d'Ivoire, comme la plupart des pays d'Afrique, devait non seulement se préoccuper d'asseoir sa souveraineté, mais également créer les conditions nécessaires pour accélérer la croissance économique afin d'assurer le bien être de la population. Devant la faiblesse de l'épargne nationale, moteur de tout investissement et des ressources de manière générale, la Côte d'Ivoire va faire dès le départ un choix très clair de politique économique de type keynésien «*des dépenses sur les fonds d'emprunts qui peuvent, même lorsqu'elles sont inutiles, enrichir la communauté*». La politique économique repose aussi sur le modèle de Solow dans le sens de l'accumulation du capital physique marqué par un grand effort d'investissement durant la période 1960 – 1980. Pour marquer sa volonté de donner toutes les garanties aux bailleurs de fonds étrangers, l'Etat ivoirien va créer, au plan institutionnel un dispositif pour la mobilisation des ressources extérieures en vue du financement de son développement. Ainsi, les investissements publics que l'Etat a réalisés se sont faits à partir des ressources internes issues des recettes d'exportation de café et de cacao, à l'exploitation des produits forestiers et des ressources extérieures mobilisées par la Caisse Autonome d'Amortissement.

Les différents instruments de mobilisation de ressources aussi bien externes qu'internes et les investissements qui en ont découlé, ont permis à la Côte d'Ivoire d'atteindre un taux de croissance de 7% l'an, ce qui lui a valu le nom de miracle économique ivoirien.

L'accroissement des dépenses publiques malgré la baisse des recettes d'exportation due aux chocs extérieurs au cours des années 1970, a occasionné un déficit des finances publiques et un surendettement de l'Etat de Côte d'Ivoire.

2. Problématique

De 1960 à 1970, la Côte d'Ivoire a intensifié son programme de construction des grandes infrastructures (routes, écoles, soutien au développement, etc...).

Mais, dès juillet 1977, les cours de ces mêmes matières premières allaient tomber à leur niveau historique le plus bas, réduisant ainsi de façon drastique les ressources du pays. Pour poursuivre les différents travaux déjà entamés, le gouvernement va s'endetter sur les marchés financiers internationaux à des conditions de marché (taux flottant, échéances plus brèves, différés plus courts, etc...).

Dès le début des années 80, des difficultés vont apparaître et le pays va traverser une longue période de crise due à de multiples causes.

A partir de 1984, la grande sécheresse a dévasté une grande partie du verger café-cacao entraînant ainsi la baisse de la production agricole et industrielle. Toutefois, les grands investissements vont engendrer un accroissement de la masse de crédit alors que la marge bénéficiaire du café cacao était en baisse continue, ce qui va provoquer à la longue, une véritable crise d'endettement.

Plusieurs autres facteurs peuvent expliquer le problème de l'endettement et la vulnérabilité de l'économie ivoirienne. L'une des causes est celle du taux d'intérêt variable dont était assortie une part importante de la dette extérieure. En effet, la Côte d'Ivoire possédait dans le portefeuille de ses emprunts, plus de 60% de la dette assortie de taux variables. Il y'a aussi un autre facteur d'alourdissement du service de la dette ivoirienne, qui a été l'appréciation des monnaies de paiements en particulier le dollar USA. La devise américaine a été, en effet, entraînée dans un mouvement de hausse contenue provoquant un gonflement des charges du pays endetté en dollar. Le taux de change moyen annuel est passé de 246 FCFA pour un dollar en 1977 à 286 FCFA en 1981, soit une progression de 16,1% qui a alourdi la facture de la dette extérieure.

Aujourd'hui, la Côte d'Ivoire fait partie des pays à faible revenu lourdement endettés. En termes de dette extérieure par tête, la Côte d'Ivoire occupe la première place en Afrique devant le Nigeria et l'Egypte.

Les économies des pays en développement en général, la Côte d'Ivoire en particulier ont été compromises par le service de la dette qui pèse lourdement sur le PIB et les

recettes d'exportation. La dette extérieure constitue un véritable cercle vicieux pour l'économie ivoirienne et le service de la dette constitue aujourd'hui le premier poste budgétaire avec près de 50% du budget de l'Etat. Le service de la dette absorbe des fonds qui pourraient être affectés aux dépenses essentielles de lutte contre la pauvreté.

L'encours de la dette publique extérieure de l'Etat de Côte d'Ivoire qui était inférieur à 1000 milliards de FCFA au début des années 1980 (Soit 46,5% du PIB), est monté à 2500 milliards de FCFA en moyenne entre 1984 et 1986 (soit 80,7% du PIB) puis il est passé à 4200 milliards de FCFA en 1993 (142,5% du PIB). Il a atteint plus 8500 milliards de FCFA en 1996 soit 155 % du PIB.

Le service de la dette publique a suivi la même tendance que son encours. Ainsi, de moins de 200 milliards en 1980, soit 9,3% du PIB, le service de la dette extérieure passe à 350 milliards en 1986 (11% du PIB). Du fait des allègements et de l'accumulation d'arriérés de paiements, il baisse entre 1987 et 1993, puis remonte brutalement en 1994-95 du fait de la dévaluation du FCFA. Le service de la dette intérieure s'est élevé en moyenne à 83 milliards par an de 1980 à 1990, soit 2 à 3 % du PIB¹.

La dévaluation du franc CFA a aussi mécaniquement aggravé l'endettement extérieur. Les efforts déployés par la Côte d'Ivoire pour honorer le service de la dette pèsent non seulement sur la trésorerie, mais contraignent aussi les efforts d'investissement public et mettent en péril, la durabilité de la croissance économique. «Par ailleurs, l'épargne nationale demeure insuffisante pour le financement de la croissance économique par les investissements. Cette insuffisance de l'épargne s'explique par le taux d'épargne domestique qui est toujours supérieure au taux d'épargne brut national dû au rapatriement des bénéfices des entreprises implantées dans le pays, et des revenus des travailleurs immigrés »².

Sur le plan macroéconomique, l'endettement excessif et le service de la dette insoutenable ont entraîné un ralentissement du taux de croissance, une balance

¹ Bamba N'Galadjo Lambert, décembre 2003, Comment la politique économique ivoirienne s'adapte t-elle aux accords de l'OMC, N° 83

² Denis COGNEAU, miracle ivoirien 2002

courante déficitaire, une détérioration des termes de l'échange, un déficit budgétaire récurrent.

3. Objectif

L'objectif principal de cette étude est d'analyser l'impact de la dette extérieure sur la croissance économique par habitant en Côte d'Ivoire.

De façon spécifique, l'étude consiste à:

- ❖ analyser la dette extérieure de la Côte d'Ivoire,
- ❖ établir un lien entre la dette extérieure et la croissance économique en Côte d'Ivoire par une approche économétrique.

4. Hypothèses

L'hypothèse qui sous-tend ce travail repose sur l'idée que la dette extérieure a un impact négatif sur la croissance économique en Côte d'Ivoire.

- ❖ la dette extérieure et les indicateurs macroéconomiques évoluent en sens inverse,
- ❖ un endettement excessif entraîne une diminution du PIB par habitant.

5. Méthodologie

La méthodologie est aperçue à travers une recherche documentaire, une brève présentation des données, une définition des variables qui feront l'objet d'estimation économétrique.

▪ Recherche documentaire

La méthode de travail privilégie la recherche documentaire dans le domaine de la dette extérieure d'une part et la croissance économique d'autre part. Cette recherche est orientée vers des études théoriques, empiriques, des publications, des rapports de séminaires et des dossiers de politique économique.

▪ Présentation des données

Cette partie de la méthodologie fait appel à la collecte des données pour faire les tests économétriques du modèle. Les données collectées sont secondaires, de sources différentes. Elles couvrent la période 1970-2002. Les variables telles que le solde budgétaire, le taux d'investissement, le PIB par habitant, le degré d'ouverture (somme des importations et des exportations rapportée au PIB), l'encours de la dette rapporté au PIB ont pour source la BCEAO, tandis que le service de la dette rapporté

aux exportations, le taux de la scolarisation du secondaire sont tirés du CD-ROM de la Banque Mondiale 2002 et les termes de l'échange (1995=100) sont tirés de la base 2004 de la Banque Mondiale. Cette opération se termine par le retraitement des données et le calcul de certaines variables du modèle telles que l'encours de la dette extérieure rapportée aux PIB et le degré d'ouverture.

▪ **Présentation des variables et outil de traitement économétrique**

L'approche méthodologique de cette étude consiste à mettre en relation entre la dette extérieure et la croissance économique par habitant en Côte d'Ivoire par un modèle économétrique. Le modèle fera appel aux déterminants types de la croissance: revenu par tête et le taux investissement (TINV), de scolarisation du secondaire (TSS), l'encours de la dette extérieure rapporté au PIB (DPIB), le service de la dette rapporté aux exportations (SDX) en valeur nominale, le taux de croissance démographique (TCD), le degré d'ouverture (TO), les termes de l'échange (TEC) et le solde budgétaire (SB).

L'encours de la dette au PIB détermine la part de la dette extérieure sur les ressources de l'Etat. Le service de la dette rapporté aux exportations traduit le niveau du service de la dette par rapport au volume de recettes en devises dont dispose l'économie. Les termes de l'échange donnent l'évolution de la valeur relative des exportations par rapport aux importations. Le solde budgétaire rapporté au PIB généralement déficitaire explique l'ampleur du déficit public qui sera financé par l'emprunt extérieur. Le taux de croissance démographique va mesurer le poids démographique sur la croissance économique et le taux de scolarisation du secondaire tentera d'expliquer l'importance du capital humain dans la croissance économique par habitant.

La transformation logarithmique de certaines variables répond au souci d'éviter les problèmes liés aux effets de grandeur et de faciliter les interprétations avec les élasticités entre les variables explicatives et la variable à expliquer ou endogène.

La présente étude couvre la période 1970-2002, soit 33 observations partant du fait que les informations disponibles montrent que le processus d'endettement a débuté durant les années 70. Les études empiriques montrent qu'il y'a plusieurs méthodes d'estimation du modèle entre la dette et la croissance économique. Pour le cas de la

Côte d'Ivoire, nous estimons le modèle par la méthode des moindres carrés ordinaires. Nous utilisons le logiciel «**Eviews 4.1**» pour le traitement économétrique.

6. Intérêt du sujet

De grands débats ont eu lieu autour de la question de la dette extérieure et son impact sur la croissance économique des pays à faible revenu. Un constat a été fait en matière de la dette des pays pauvres: les emprunts contractés aujourd'hui servent non à financer les investissements productifs mais plutôt à rembourser les prêts consentis de la période précédente. Ces économies se retrouvent alors dans un cercle vicieux. La dette extérieure est devenue insupportable et préoccupante pour les pays à faible revenu. A cet effet un grand nombre de pays ont bénéficié à présent d'un allègement de leur dette dans le cadre de initiative des institutions de Bretton Woods(Banque Mondiale et FMI), l'une en 1996 et l'autre en 1999.

Cette étude sous le thème:«**la dette publique extérieure et la croissance économique en Côte d'Ivoire**» permet aux décideurs économiques et politiques d'avoir une stratégie de mise en œuvre des politiques économiques par rapport aux emprunts extérieurs. Elle aidera aussi aux décideurs et aux conseillers gouvernementaux à la prise de décision à travers un modèle économétrique expérimenté par les institutions de Bretton Woods sur 93 pays à faible revenu.

L'application de ce modèle portera uniquement sur l'Etat de Côte d'Ivoire car une étude spécifique permet de mieux appréhender l'effet de la dette sur la croissance économique.

7. Plan motivé du travail

Cette étude comprend quatre chapitres essentiels.

Le premier chapitre de cette étude traitera les fondements théoriques sur la dette extérieure et la croissance économique. Ce cadre théorique est fondé sur deux approches. Une approche théorique qui consiste à mettre en relation entre l'investissement et la dette extérieure, l'investissement et la croissance économique et dette extérieure et la croissance économique. Cette dernière relation sera traduite en deux thèses, celle qui consiste à considérer la dette extérieure comme facteur de croissance économique et une autre qui consiste à montrer que la dette constitue un frein à la croissance économique.

Une approche empirique qui consiste à mettre en évidence des études ou travaux dans le domaine de la dette extérieure de manière générale et la Côte d'Ivoire en particulier.

Le deuxième chapitre analyse la dette extérieure de la Côte d'Ivoire à travers les caractéristiques de la dette, les sources de financement et l'évolution de la dette. Il met en relation entre la dette extérieure et les indicateurs économiques.

Le troisième chapitre formalise la relation entre la dette extérieure et la croissance économique par une spécification du modèle. Il met en application la technique d'estimation standard d'un modèle économétrique à travers des tests de multicolinéarité, de la stationnarité, de la cointégration des séries. Il se termine par l'application d'un modèle à correction d'erreur à deux étapes d'Engle et Granger.

Enfin, le quatrième chapitre fait l'objet de présentation et d'interprétation des résultats obtenus par les tests économétriques et les implications économiques en résultent.

I. CADRE THEORIQUE

Cette partie fait l'objet d'un cadre théorique dans le domaine de la dette extérieure et la croissance économique. Elle sera fondée sur deux approches. La première approche passera en revue la théorie sur la dette extérieure et la croissance économique. La deuxième approche met en évidence la théorie empirique sur la dette extérieure de manière générale et la Côte d'Ivoire en particulier.

I.1. La revue théorique

Le modèle de la dette de l'Etat dans la théorie keynésienne tire ses fondements dans la demande globale et les effets multiplicateurs et accélérateurs, caractéristiques fondamentales de cette théorie. Dans cette approche, l'endettement favorisant la relance de la demande entraîne par effet accélérateur une augmentation plus que proportionnelle de l'investissement, qui provoque à son tour une hausse de la production donc la croissance économique.

L'approche théorique de la croissance de **Keynes** préconise des dépenses sur fonds d'emprunt; il est donc favorable, quoique d'une façon modérée et ponctuelle, au déficit public. Celui-ci permet à l'Etat d'augmenter ses propres investissements et donc ses dépenses, mais sans augmenter ses recettes afin de ne pas nuire à la demande des autres agents économiques par une imposition plus forte. Le déficit pose surtout le problème de son financement.

Le déficit budgétaire, qui conduit par les flux successifs à augmenter le stock de la dette produit l'expansion du cycle économique par la demande et l'investissement autonome. Le déficit auquel correspond l'emprunt stimule la demande et permet d'alléger le coût de son remboursement. Cet argument reste plausible tant que le sous-emploi des ressources productives existe, selon la thèse keynésienne. Au contraire d'un endettement public qui favorise l'accumulation du capital et la consommation des générations futures ou présentes, les classiques assimilent l'endettement à l'impôt futur et imputent à l'Etat une connotation négative.

Selon Ricardo (1817), les citoyens voient dans l'emprunt un impôt différé dans le temps et se comportent comme s'ils sont contraints de payer un impôt ultérieurement pour rembourser cet emprunt quel que soit le décalage intergénérationnel. En d'autres termes, le comportement des agents économiques est guidé par une anticipation à la hausse des impôts. Toutefois, une réserve peut

être introduite selon la nature ou la qualité des dépenses (dépenses de transferts ou d'investissements) financées par l'emprunt.

En effet, certains auteurs considèrent que le déficit budgétaire d'une grande ampleur constitue la plus grande erreur de politique économique qui ait été commise depuis très longtemps par beaucoup d'Etats.

R. Barro (1989) montre qu'une politique de déficit budgétaire financé par l'emprunt reste sans effet sur l'activité économique dans la mesure où les agents ne sont pas victimes de l'illusion fiscale. Ces agents anticipent alors une hausse des impôts destinés à rembourser l'emprunt en constituant une épargne d'un montant équivalent à l'endettement public (Théorie d'équivalence ou de Ricardo Barro), met l'accent sur la relation théorique entre la pression fiscale et le remboursement de la dette. Il existe au moins des coûts associés aussi bien à l'endettement qu'à sa résorption.

Les effets potentiels de la dette sont multiples. Un endettement ou un déficit public élevé peut être à la base d'une expansion monétaire excessive, elle même génératrice d'inflation. Enfin, un degré élevé d'endettement public fait courir le risque de fuite des capitaux et de perte d'influence dans la concertation internationale.

Tandis que Hayek (1989) dénonce l'endettement comme étant une croissance artificielle, fondée sur un investissement supérieur à l'effet de l'épargne de la nation et provoquant un ajustement par l'inflation. Ainsi, tous les efforts expansionnistes de l'endettement sur le court terme semblent devoir s'inverser et entraîner à terme un renversement du cycle ouvrant une phase de lourde récession.

Par ailleurs TUHO (1992) met l'accent sur l'ouverture vers l'extérieur qui est un moyen indispensable pour promouvoir la croissance économique. Il se réfère à la théorie des coûts comparatifs développée par Adam Smith qui prédit que l'économie ouverte est fondamentalement avantageuse pour les parties concernées par l'échange. Malgré les critiques faites à cette théorie, notamment celle de la théorie

de l'échange inégal, l'insertion de l'économie ivoirienne dans le marché mondial par l'intermédiaire de la Communauté Economique Européenne est perçue comme un facteur de promotion du «développement autonome». Elle permet en effet, d'augmenter la production économique grâce à l'expansion des marchés qui en résulte et à une certaine spécialisation. L'insertion de l'économie ivoirienne au marché mondial constitue également une force motrice capable de provoquer des transformations de structures économiques et sociales. Les performances à l'exportation sont quant à elles à la fois un indicateur du dynamisme et de la compétitivité de l'économie et une source de devises, nécessaires au financement des importations d'équipements et de biens intermédiaires, remboursement du service de la dette extérieure, de technologies et de travail qualifié. Il est généralement admis qu'une plus grande ouverture sur l'extérieur dont la meilleure forme est la réalisation d'exportations valorisantes, induit plus d'efficacité pour l'économie et facilite l'accès aux technologies les plus performantes en desserrant les contraintes qui pèsent sur les importations¹.

I.1.1. Relation entre l'investissement et la dette extérieure

Il est généralement admis que l'investissement est le moteur de la croissance économique. Il serait souhaitable que cet investissement soit financé par l'épargne brute (privé et publique). Cette épargne demeure faible dans les pays en développement d'où le recours à l'emprunt public (extérieur et intérieur). Pour le cas de la Côte d'Ivoire, les sources de financement de l'investissement les plus importantes sont les recettes issues des exportations et les emprunts extérieurs. Les études empiriques ont démontré que les contraintes d'épargne et de devises ont un impact sur la croissance justifiant en grande partie le recours à l'emprunt extérieur. Les emprunts doivent être affectés aux investissements productifs. C'est en ce moment que l'investissement sera un facteur de croissance économique du pays.

I.1.2. Investissement et croissance économique

La relation entre l'investissement et la croissance découle du postulat selon lequel la croissance prend sa source dans l'investissement. Cela est conforté par les modèles récents sur la croissance endogène notamment l'effet d'externalités des

¹ Politique Budgétaire et Croissance Economique par Kouassy Oussou, Décembre 1994 (Document de travail)

investissements. En effet, l'investissement réalisé par une firme améliore non seulement sa production mais aussi agit sur la productivité des autres facteurs, compte tenu des externalités qui en sont issues. Le savoir-faire issu de l'apprentissage par la pratique se diffuse inévitablement aux autres entreprises.

Les investissements publics en infrastructure (qui est généralement complémentaire à l'investissement privé) ont un effet direct sur la croissance en augmentant le stock de capital de l'économie. Les dépenses publiques peuvent aussi affecter la croissance indirectement en augmentant la productivité marginale des facteurs de production offerte par le secteur privé, à travers les dépenses d'éducation, de santé et d'autres services qui contribuent à l'accumulation du capital humain. Contrairement à Barro (1990) qui démontre que la dépense publique est directement productive et doit être considérée comme un des facteurs de la fonction de production. La contribution du secteur public à la croissance comprend les dépenses d'éducation (afin d'accroître le capital humain pour (Lucas) et de recherche développement et l'accumulation du capital physique (Romer), mais aussi celles d'infrastructures en matière de transport et de communication.

Comme les autres accumulations, ces dépenses ont un effet cumulatif; elles permettent d'augmenter la croissance qui, en élargissant l'assiette fiscale, induit un accroissement des recettes publiques et donc des dépenses publiques, facteur de croissance. Cette théorie conduit à démontrer la nécessité du maintien des investissements publics dans la conjoncture difficile. La tentation des gouvernements est souvent grande, en période de crise, de réduire les dépenses d'investissements publics pour pouvoir maintenir les dépenses courantes. Les théories de la croissance endogène rejoignent ici les théories keynésiennes: l'investissement public est nécessaire à la croissance.

I.1.3. Dette extérieure et croissance économique

I.1.3.1. Dette extérieure comme facteur de croissance économique

«La dette extérieure a le potentiel de stimuler la croissance économique à condition qu'elle serve à financer des investissements. Cependant, lorsque le rendement du

capital baisse, les avantages nets de tout nouvel investissement pourraient diminuer à mesure que la dette s'accroît. En outre, une lourde dette risque de nuire à la croissance par l'effet de **«surendettement»**. La théorie conduit donc à penser que l'emprunt extérieur a un effet positif sur l'investissement et donc la croissance économique s'il ne dépasse pas un certain seuil; au delà de ce seuil, son effet devient négatif, donnant lieu à une relation en forme de **«courbe de laffer»** entre la dette extérieure, d'une part, et l'investissement et la croissance du revenu par habitant, d'autre part»¹.

Ces capitaux étrangers procurent aux pays emprunteurs le complément qui lui est indispensable pour atteindre un certain niveau d'investissement qui détermine les objectifs de la croissance économique. L'expansion économique qui en résulte doit contribuer à la promotion d'une croissance du pays débiteur qui assure en même temps le service de la dette extérieure. Le taux de croissance du revenu dépend de l'usage qui aura été fait des capitaux étrangers et, d'autre part de l'orientation sectorielle des investissements. Les performances économiques de la Côte d'Ivoire semblent trouver une explication immédiate dans la dynamique des sources de la croissance sur une période relativement longue. En effet, l'analyse économique explique que l'évolution du PIB d'un pays dépend de la capacité de production qui elle même est fonction du stock du capital, du travail et de la productivité totale des facteurs. La production à son tour, dépend du progrès technologique, des efforts cumulés d'investissements publics. Le problème lié aux capitaux résultant de l'endettement se situe au niveau de son affectation efficiente et donc de sa productivité.

I.1.3.2. Dette extérieure comme frein à la croissance économique

Au contraire, du lien positif entre la dette extérieure et la croissance économique établi par certains auteurs, d'autres thèses avancent un lien négatif.

«L'explication la plus connue est avancée dans les théories du surendettement: si l'on peut penser que la dette extérieure future dépassera les capacités de remboursement des pays débiteurs, le coût de son service découragera les investissements intérieurs et extérieurs, pénalisant ainsi la croissance. Craignant que la production soit« taxée» au fur et à mesure par les créanciers au titre du service de

¹ *Finances & Développement, juin 2002, page 32).*

la dette, les investisseurs potentiels hésiteront à supporter des coûts immédiats pour accroître la production à venir. C'est la thèse qu'illustre la courbe de Laffer (annexe1), qui montre que plus l'encours de la dette est élevé, plus la probabilité de son remboursement devient faible. Sur la partie ascendante (**la «bonne» section**) de la courbe, la hausse de la valeur nominale de la dette va de pair avec l'augmentation des anticipations de remboursement, alors que l'accroissement de la dette réduit ces anticipations sur la partie descendante (**la «mauvaise» section**) de la courbe.

Plusieurs modèles n'analysent pas explicitement l'impact de la dette extérieure sur la croissance économique. On peut dire que l'accumulation de la dette ralentit l'expansion économique en freinant notamment l'investissement. Mais un niveau même faible de la dette tend aussi à diminuer les gains attendus des réformes (libéralisation des échanges, assainissement budgétaire) censés renforcer l'efficacité et la croissance: les autorités seront moins tentées de supporter des dépenses si elles pensent que les gains de production escomptés iront en partie à leurs créanciers extérieurs¹.

Il semble donc, d'une part, qu'une évolution raisonnable de la dette devrait être bénéfique à la croissance et, de l'autre, que l'accumulation d'une lourde dette risque d'entraver l'expansion. Globalement, la dette a donc sans doute un impact non linéaire sur la croissance. Les théories du surendettement ne retracent pas à vrai dire cet impact, mais on peut développer la courbe de Laffer qui découle pour en faire une courbe de l'effet de la dette sur la croissance. Étant donné que l'apogée de la courbe correspond au point où l'augmentation de la dette commence à agir comme un impôt sur l'investissement, les réformes et les autres mesures économiques supposant l'engagement immédiat de dépenses en échange de bénéfices futurs. Il peut s'agir du point où la dette commence à avoir un impact marginal négatif sur la croissance².

Lorsqu'il y a surendettement, la dette d'un pays dépasse normalement sa capacité de remboursement, et on peut s'attendre à ce que le service de la dette soit fonction

¹ *Finances & Développement, juin 2002, FMI*

² *Finances et Développement 2002,2004*

croissante du niveau de sa production. En conséquence, une partie des rendements dans l'économie nationale sera «taxée» par les créanciers étrangers. Les investissements des agents intérieurs et étrangers et, avec eux la croissance économique, sont ainsi découragés. Face à l'endettement élevé, le gouvernement est moins enclin à procéder à des réformes structurelles et budgétaires importantes s'il s'attend à voir celles-ci bénéficier surtout aux créanciers étrangers. Le surendettement peut en outre freiner la croissance en renforçant l'incertitude quant aux actions et politiques que le gouvernement mènera pour assurer le service de la dette.

L'endettement semble avoir un impact global négatif sur la croissance lorsque la dette représente entre 160 et 170% des exportations, et 35 à 40% du PIB (VAN) ou 50% du PIB (Valeur nominale) selon les institutions de Bretton Woods. La théorie avancée, à savoir une dette excessive risque de freiner la croissance en diminuant les ressources qui peuvent être consacrées à l'investissement, en faussant leur allocation (au profit de projets à court terme moins rentables) et en dissuadant peut être les autorités d'assainir le climat économique. Cela cadre aussi avec les résultats empiriques récents, selon lesquels c'est la productivité globale des facteurs, plus que leur accumulation, qui détermine les écarts de croissance entre les pays.

Le service de la dette extérieure (par opposition à l'encours total de la dette) peut en outre influencer sur la croissance économique en évinçant les investissements privés ou en modifiant la composition des dépenses publiques. Toutes choses étant égales par ailleurs, un service lourd de la dette peut accroître la facture des intérêts et le déficit budgétaire de l'Etat et réduire ainsi l'épargne publique; cette évolution, à son tour, conduire soit à une hausse des taux d'intérêts, soit à l'éviction des investissements privés. Un tel service peut en outre réduire le montant des ressources disponibles pour l'infrastructure et la formation du capital humain, avec les effets négatifs sur la croissance¹.

I.2. La Revue empirique

La relation entre dette extérieure et la croissance économique par une approche économétrique a fait l'objet de plusieurs travaux empiriques. C'est en ce sens que les études empiriques dont celles de Krugman (1988), Sachs (1989) et de Calvo (1989)

¹ Finances & Développement, 2002,2004.

ont montré que l'accumulation de la dette et son service constitue une taxe sur la production future et découragent l'investissement par effet d'éviction.

Les travaux de Eichengreen et de R Porters (1986) se sont intéressés à l'identification des déterminants du stock de la dette d'une trentaine de pays à un moment donné (1955) de leur économie. En effet, l'endettement excessif et le défaut de paiement tendent à réduire le taux de croissance réelle et la crédibilité de l'Etat. Aussi Borensztein (1990) a identifié le service de la dette comme étant un déterminant qui influence négativement l'endettement extérieur à travers un modèle économétrique. Il a conclu par une étude économétrique sur les données de la dette de Phillippine que l'encours et le ratio du service de la dette sur les exportations ont globalement un effet inverse sur la formation du capital privé et incitent l'endettement du pays.

Pour approfondir les liens analytiques entre la politique budgétaire et la croissance, Assemien (1995) analyse l'impact de la dette publique sur la croissance en Côte d'Ivoire en examinant l'allocation des fonds empruntés par l'Etat ivoirien. Il apparaît à cet effet qu'une grande partie des montants empruntés est affectée aux infrastructures, environ 50% du BSIE-CAA. Les activités directement productives n'ont perçu que 30% du Budget. L'auteur appréhende la relation dette publique - croissance à partir de l'effet de ces deux types de dépenses sur les investissements privé et le PIB réel. C'est ainsi qu'il mesure l'impact de la dette sur la croissance économique par la différence entre le taux d'intérêt moyen appliqué aux emprunts et la croissance du PIB réel corrigé du déficit primaire.

Les travaux de K.O.OJO (1980) ont mis le lien entre le degré d'endettement et certaines variables macroéconomiques par une approche économétrique. Le modèle a comme variables l'encours de la dette par rapport au PIB, le ratio service de la dette par rapport aux exportations, les termes de l'échange, le ratio des importations par rapport au PIB, le taux de croissance du PIB, la population. Le résultat obtenu des régressions est que le taux de croissance du PIB évolue dans le sens contraire de l'endettement du pays.

Par ailleurs les travaux du FMI mettent en relation la dette extérieure et la croissance économique des pays à faible revenu par une approche économétrique. Ces études s'appuient sur les analyses de régression multiple pour vérifier si la dette et la croissance sont liées. Le modèle prend en compte les déterminants de la croissance: revenu par tête et taux d'investissement, de scolarisation dans le secondaire et de croissance démographique, taux d'ouverture, solde budgétaire, termes de l'échange. Il tient compte aussi de l'encours de la dette rapporté au PIB et aux exportations. Pour voir l'effet d'éviction du service de la dette sur les investissements, le modèle inclut le service de la dette rapporté aux exportations. Le résultat confirme donc la théorie avancée, à savoir qu'une dette excessive risque de freiner la croissance en diminuant les ressources qui peuvent être consacrées à l'investissement, mais aussi en faussant leur allocation.

Pour mettre en relation la dette extérieure et le PIB par habitant pour le cas de la Côte d'Ivoire, nous retenons les variables du modèle du FMI pour nos régressions. Dans le souci d'avoir une seule variable explicative et plusieurs variables de contrôle dans le modèle, il sera exclu la variable l'encours de la dette rapporté aux exportations.

Les variables seront présentées dans l'analyse économétrique de l'étude.

II. L'ANALYSE DE LA DETTE EXTERIEURE EN CÔTE D'IVOIRE

II.1. Caractéristiques de la dette extérieure

La dette publique extérieure peut être définie comme l'ensemble des emprunts contractés par l'Etat ou par des sociétés publiques ou sociétés privées exerçant des activités d'intérêt général avec la garantie ou l'aval de l'Etat auprès des bailleurs de fonds extérieurs.

➤ La dette ivoirienne comprend la dette gérée par la Caisse Autonome d'Amortissement et la dette non gérée par la CAA. La dette CAA regroupe celle de l'Etat au sens strict (dite dette à charge définitive) et la dette contractée par la CAA pour le compte d'un tiers (essentiellement des organismes parapublics) et faisant l'objet d'une convention de remboursement entre les tiers et la CAA (dette répercutée ou consolidée). La dette des entreprises publiques fait partie de la catégorie de la dette non gérée par la CAA; elles ont été obtenues par les entreprises grâce à l'aval de l'Etat et gérées par celles-ci. La dette extérieure comprend:

➤ La dette multilatérale est la dette due aux institutions internationales, partenaires au développement. Dans cette catégorie, figurent BM, FMI, BAD, BEI, La BADEA, etc....

➤ La dette bilatérale est la dette due aux Gouvernements, aux organismes gouvernementaux de crédit ayant octroyé des prêts garantis par leur gouvernement respectif. C'est dans cette catégorie que sont enregistrés les prêts d'Aide Publique au Développement des gouvernements des pays européens, américains et asiatiques, amis aussi, les crédits commerciaux d'organismes de crédit spécialisés de ces pays (Par exemple la Coface en France, Eximbank aux Etats- Unis d'Amérique etc...)

➤ La dette commerciale ou dette bancaire est la dette due aux Banques Commerciales ayant octroyé des prêts directs. Ce sont: Société Générale Paris, Banque Nationale de Paris, Chase Manhattan, Citicorp, Citibank, Crédit Lyonnais, etc...

II.2. Sources de l'endettement de l'Etat ivoirien

L'Etat, en tant qu'agent économique, assure un rôle de catalyseur du développement économique et social. A ce titre, l'Etat a besoin de ressources pour entreprendre son programme d'investissements publics. Les domaines d'intervention sont nombreux et nécessitent d'importants moyens financiers par exemple, la mise en place d'une

infrastructure de base (construction de routes, hôpitaux, écoles, électrification, adduction en eau potable, etc....).

Bien souvent, et c'est le cas de bon nombre de pays en voie de développement, l'Etat ne dispose pas de ressources suffisantes pour couvrir ses besoins de financement. Deux voies s'offrent dès lors à lui pour financer ces besoins.

L'Etat peut faire appel à l'épargne nationale auprès des opérateurs économiques et du système bancaire local. La collecte de cette épargne peut se réaliser à travers l'émission d'emprunts obligataires, l'émission de bons de trésor ainsi que des emprunts directs auprès du système bancaire local.

En raison de l'insuffisance des ressources propres et de l'épargne nationale, l'Etat peut recourir aux capitaux étrangers sous forme d'emprunt.

II.3. Evolution de la dette extérieure et les indicateurs économiques de la Côte d'Ivoire

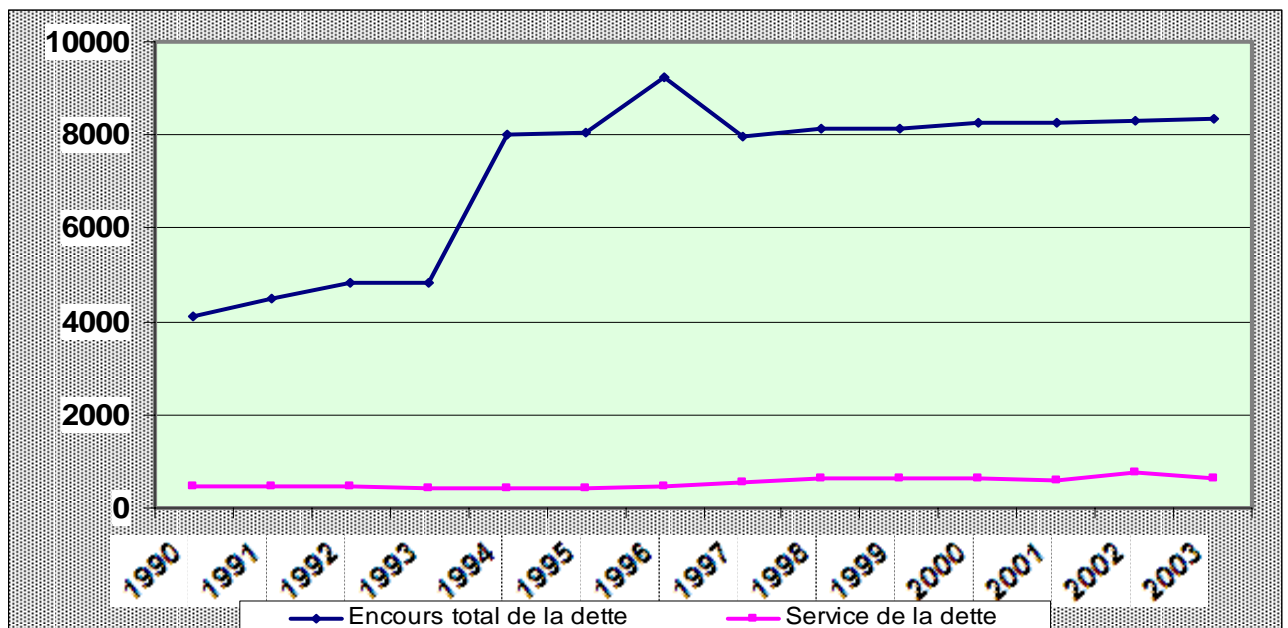
La Côte d'Ivoire fait partie des pays à faible revenu lourdement endettés. En termes de dette extérieure par tête, la Côte d'Ivoire occupe la première place en Afrique devant le Nigeria et l'Egypte. Le tableau ci-dessous montre l'évolution de l'encours de la dette extérieure et son service. Il permet aussi le poids du service de la dette sur les recettes d'exportation et des dépenses publiques.

Tableau I : Endettement extérieur et les indicateurs économiques

Année	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
En milliards de FCFA														
Encours total de la dette	4113	4487	4812	4816	8008	8061	9256	7964	8126	8135	8271	8283	8308	8350
En % du PIB	139,9	151,6	163,0	163,5	188,1	161,6	166,8	127,7	120,0	119,0	109,4	105,3	101,9	98,1
Service de la dette	450,0	483,0	445,0	435,0	437,6	444,2	481,9	540,0	635,6	622,3	637,3	580,0	743,8	621,3
En % du des exportations B&S	48,3	54,3	47,2	51,4	24,0	21,7	19,0	19,7	22,6	13,8	9,6	8,3	18,5	17,2
En % du PIB	15,3	16,3	15,1	14,8	10,3	8,9	8,7	8,7	9,4	9,1	8,4	7,4	9,1	7,3
En % des recettes	71,3	84,1	76,4	84,0	51,7	40,3	39,1	40,7	45,8	48,9	51,5	43,4	51,9	47,1
En % des dépenses	45,78	49,6	47,22	49,2	37,53	33,6	34,79	36,1	40,81	40,9	46,9	44,71	47,78	39,75

Source : calculer à partir des données de la BCEAO

GRAPHIQUE I: L'EVOLUTION DE LA DETTE ET SON SERVICE (EN MILLIARDS DE FCFA)



La dette publique extérieure demeure un problème majeur de l'économie ivoirienne et l'encours reste à un niveau élevé (tableau ci-dessus). Le service de la dette suit presque la même tendance que l'évolution de la dette extérieure.

Selon la statistique de la BCEAO, l'encours de la dette qui était de 1000 milliards de FCFA en 1980 est monté en moyenne à 4557,1 milliards de FCFA, soit 139,9% du PIB entre 1990 et 1993. Il atteint aussi plus de 8276 milliards de FCFA en moyenne entre 1994 et 2003, soit 129,8% du PIB.

En ce qui concerne le service de la dette, il passe de 453,8 milliards de FCFA entre 1990 et 1997 (soit 12,5% du PIB, 38% des recettes d'exportation). Il a atteint en moyenne 625,8 milliards entre 1998 et 2003 (soit 8,5% du PIB et 42,4% des dépenses publiques) de l'Etat.

« L'évolution de l'activité économique dans un contexte de la dette extérieure tend à soutenir la thèse du surendettement. Selon cette thèse, quand un pays se trouve dans la trappe de l'endettement excessif, les ressources internes dégagées qui auraient autrement servi au financement de la croissance économique sont diverties vers le service de la dette, imposant une taxe supplémentaire sur l'économie. Cette taxe d'endettement extérieur réduit l'investissement et donc la croissance. Ceci à son tour élève la charge de la dette proportionnellement au produit intérieur et réduit d'avantage l'investissement et donc la croissance économique. C'est le cercle vicieux

de l'endettement¹». Le tableau ci-dessus montre que le service de la dette taxe aussi les dépenses publiques de l'Etat. Les conséquences de cette taxation sont immédiates sur le développement économique et social (la santé publique et de l'éducation, etc) donc, impacte négativement l'évolution du capital humain.

Par ailleurs les institutions de Bretton Woods ont déterminé des taux à partir desquels, l'endettement semble avoir un impact négatif sur la croissance économique lorsque la dette représente 160 à 170% des exportations et 35 à 40% du PIB. Pour le cas de la Côte d'Ivoire, ces ratios sont très élevés. Cela nous permet de confirmer que le service de la dette pèse lourd sur les recettes de l'Etat en compromettant ainsi l'expansion économique.

II.4. Dette extérieure et finances publiques

La dette extérieure ivoirienne représente plus de 3/4 de la dette publique. En outre, le service de cette dette pèse sur la trésorerie de l'Etat et affectent négativement ses efforts en matière d'investissement. Contraint de rembourser les services, l'Etat dispose en conséquence de peu de ressources financières pour réaliser les investissements qui risquent de compromettre la croissance économique.

L'endettement excessif et la faiblesse des ressources de l'Etat sont à l'origine de la fragilité des finances publiques, qui entrave ainsi l'expansion économique. En effet, le niveau important de la dette évoqué précédemment constitue une entrave sérieuse au développement de la Côte d'Ivoire dans la mesure où une partie importante des recettes de l'Etat sont affectées au paiement du service de la dette.

Les difficultés des finances publiques résultent également des liens trop étroits d'une part, entre les recettes fiscales et les produits de rente, et d'autre part, entre les ressources publiques et les appuis budgétaires. Les conditionnalités d'octroi des appuis budgétaires des partenaires au développement constituent parfois un handicap au processus de la croissance économique si les services de la dette ne sont pas honorés à temps ou pour des raisons de mauvaise gouvernance, ces appuis peuvent être gelés.

¹ Pr Alexandre Assemien, Dette publique et croissance économique, CAPEC 1994.

Par ailleurs, il est très difficile de maîtriser les fluctuations de prix des matières premières par exemple le café et le cacao qui sont soumis aux aléas des cours mondiaux. Ce qui fait que les recettes de l'Etat sont difficilement prévisibles d'où la fragilité des finances publiques. Les finances publiques ont été très affectées ainsi par la crise sociopolitique tant au niveau des recettes que niveau des dépenses. Au niveau des recettes, on note un net ralentissement des recouvrements.

II.5. Dette extérieure, investissement et croissance économique

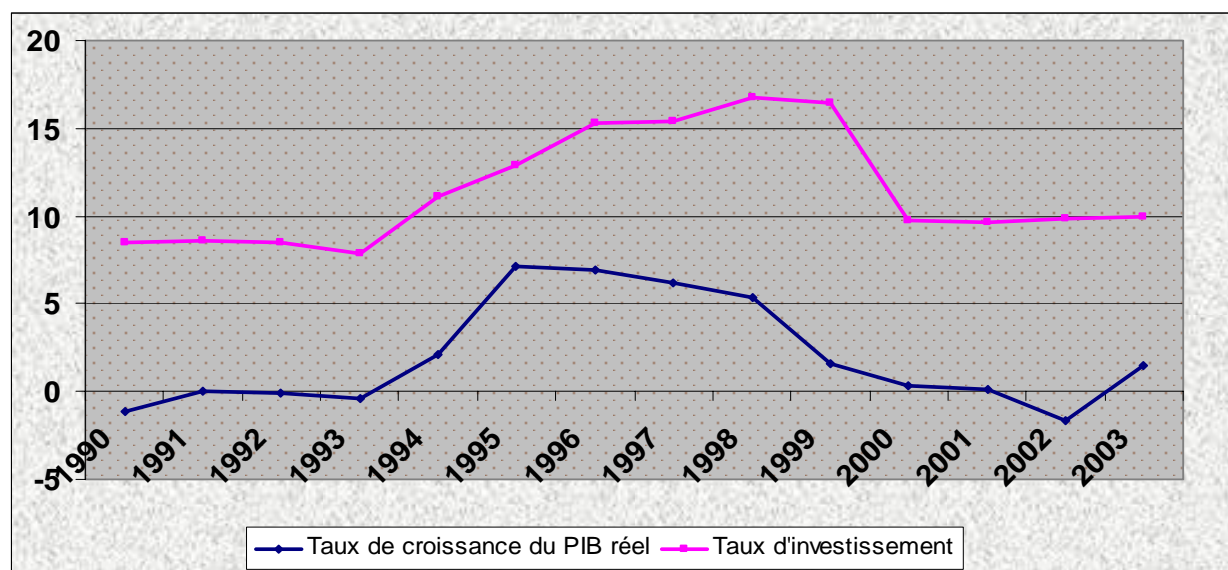
Après l'indépendance du pays, le stock de la dette et son service paraissent soutenable en termes absolus. Durant la période 1960-1970, le pays a enregistré un taux de croissance de 7% du PIB en termes réels et une amélioration de tous les indicateurs macroéconomiques. C'est à partir de 1980 que le fardeau de la dette s'est notamment alourdi et son impact se vit au niveau de l'investissement, donc de la croissance économique de Côte d'Ivoire. Le tableau ci-dessous montre l'évolution du taux de croissance économique et du taux d'investissement dans un contexte d'endettement lourd ou de surendettement.

Tableau II: Evolution du taux de croissance et du taux d'investissement

Année	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Taux de croissance Du PIB réel	-1,1	0,02	-0,1	-0,4	2,1	7,1	6,9	6,2	5,4	1,6	0,4	0,1	-1,6	1,5
Taux d'investissement	8,5	8,6	8,5	7,8	11,1	12,8	15,3	15,4	16,8	16,4	9,7	9,7	9,9	10

Source : BCEAO-Abidjan

Représentation graphique de l'évolution du taux investissement et du taux de croissance



La période de crise des années 80 et le début des années 90 a été marquée par un ralentissement important des investissements en infrastructures de base, la part des investissements dans le PIB ne cessant de diminuer. Le faible taux d'investissement consigné sur le tableau ci-dessus permet d'affirmer que la dette extérieure n'a pas été affectée dans les investissements productifs.

Le taux de croissance du PIB passe en moyenne de -0,4% entre 1990 et 1993 et de 2,1% en 1994 pour atteindre en moyenne de 6,4% entre 1995 et 1998. Depuis le début de la crise sociopolitique, le taux de croissance du PIB est en baisse contenue et devient négatif en 2002 (-1,64%) pour s'améliorer en 2003 (1,46%).

La période 1990-2000 est marquée par les réformes structurelles entreprises dans le cadre des programmes d'ajustement structurel et la stabilité macroéconomique. La dévaluation du FCFA de 1994, a permis à la Côte d'Ivoire de renouer avec la croissance grâce à un redressement des finances publiques, aux gains de productivité et de compétitivité.

En ce qui concerne la période 2000- 2003, elle est marquée par des conflits sociopolitiques, la tentation des gouvernements est souvent grande, en période de crise, de réduire les dépenses d'investissements pour pouvoir maintenir les dépenses courantes (selon la théorie des investissements publics dans une conjoncture difficile).

A cet effet, le gouvernement ivoirien a maintenu le niveau de son investissement qui, a répercuté sur la croissance économique du pays (-1,64 en 2002). Cette période est aussi marquée par la rupture des relations avec les institutions de Bretton Woods.

III. FORMALISATION DE LA RELATION ENTRE LA DETTE EXTERIEURE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

III.1. Spécification du modèle

La relation entre la dette extérieure et la croissance économique par habitant est estimée à partir de la fonction suivante:

$$PIBH = f(DPIB, SDX, TINV, TO, TSS, TEC, TDM, SB) \quad (1)$$

- PIBH :** Le Produit intérieur brut par habitant
DPIB: L'encours de la dette extérieure rapporté au PIB
SDX : Le service de la dette rapporté aux exportations
TINV : Le taux d'investissement
TO : Le degré d'ouverture
TSS : Le taux de la scolarisation secondaire
TDM : Le taux de croissance démographique
SB : Le solde budgétaire
TEC : Les Termes de l'échange

Nous postulons un modèle linéaire général à plusieurs variables comme suit :

$$PIBH = \alpha_0 + \alpha_1 * DPIB + \alpha_2 * SDX + \alpha_3 * TINV + \alpha_4 * TO + \alpha_5 * TEC + \alpha_6 * TSS + \alpha_7 * SB + \varepsilon_i$$

avec $\alpha_1, \alpha_2, \alpha_3, \alpha_4, \alpha_5, \alpha_6, \alpha_7$, paramètres à estimer et ε_i le terme d'erreur

III.2. Technique d'estimation appliqué au modèle.

Pour estimer ce modèle linéaire entre la dette extérieure et la croissance économique par habitant, nous appliquons la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO). Nous utilisons cette méthode pour sa simplicité comparée aux autres méthodes, les paramètres obtenus à partir de celle-ci ont des propriétés optimales et les principes qui la sous-tendent sont simples à comprendre. Le modèle est composé de huit variables dont une variable endogène ou variable à expliquer (PIB par habitant) et sept variables explicatives. Pour prévenir les problèmes de multicollinéarité, nous procédons à des tests de multicollinéarité entre les variables. Afin de pouvoir tester à l'aide des tests ordinaires (Student et Fisher), les coefficients issus la méthode des

moindre carrés ordinaires, nous allons d'abord étudier la stationnarité des séries. A ce niveau, nous utilisons les tests de **Dickey-Fuller** et de **Philips Perron**.

Si les séries sont stationnaires, on peut directement appliquer la méthode des moindres carrés ordinaires sans aucun souci pour l'application des tests classiques de significativité des coefficients. Cependant, si les séries ne sont pas stationnaires en niveau, nous recourons à la théorie de la cointégration. Cette théorie permettra en présence de la non stationnarité et sous certaines hypothèses de pouvoir appliquer la MCO sans souci pour la validité des tests classiques de significativité. L'étude de la cointégration part des tests de cointégration des séries à étudier. Cette étude nous permettra de savoir s'il existe une ou plusieurs relations de long terme entre les variables à étudier. Selon le cas, on envisagera un modèle à correction d'erreurs (**MCE**) ou un modèle vectoriel à correction d'erreur (**VEC**).

Les différents résultats d'estimation ne seront validés qu'après avoir testé l'hétéroscédasticité, la normalité et l'autocorrélation des erreurs et la stabilité des coefficients des erreurs.

III.2.1. Le test de multicolinéarité entre les variables

Ce test est utile en ce sens qu'il permet d'éviter de faire des régressions avec des séries liées entre elles. Il permettra de supprimer les variables qui n'ont pas d'influence dans le modèle.

Il y'a plusieurs méthodes de sélectionner les variables. Dans le cas de cette étude, nous optons pour la régression par étape « **Stepwise Regression** ». C'est un processus de sélection de variables explicatives permettant de minimiser les intercorrélations entre les séries explicatives par l'étude du résidu.

✓ 1^{ère} étape: la variable explicative dont le coefficient de corrélation simple est le plus élevé avec la variable endogène Y est sélectionnée. Soit X_i cette variable.

✓ 2^{ème} étape: consiste à calculer le résidu de la régression de la variable Y sur X (Variable explicative) :

$$\varepsilon_1 = Y - a_0 - a_1 * X_1$$

Les coefficients de corrélation simples entre le résidu et les variables explicatives sont calculés, et la variable explicative dont le coefficient est le plus élevé est retenue.

✓ 3^e étape consiste à calculer le nouveau résidu

$$\varepsilon_2 = Y - a_0 - a_1 * X_1 - a_2 * X_j$$

Les coefficients de corrélation simples entre le résidu et les variables explicatives sont calculés, et la variable explicative dont le coefficient est le plus élevé, ce qui permet de dégager un nouveau résidu.

La procédure est arrêtée lorsque les coefficients de corrélation ne sont plus significativement différents de 0.

Après avoir sélectionné les variables explicatives du modèle, tous les tests classiques reposeront ces dernières.

III.2.2. Le test de la stationnarité des variables

Cette étape consiste à tester la stationnarité des variables par les tests de Dickey-Fuller (**DF**), Dickey-Fuller augmenté (**ADF**) et Phillips Perron (**PP**).

Les tests de Dickey-Fuller permettent non seulement de détecter l'existence d'une tendance (tests de racine unitaire, Unit Root Test) mais aussi de déterminer la bonne manière de stationnariser une chronique.

Quant au test de Phillips Perron, il est construit sur une correction non paramétrique des statistiques de Dickey-Fuller pour prendre en compte des erreurs hétéroscédastiques.

La règle de décision: Valeur calculé de la probabilité critique est supérieur à 5%, on dit que la série est stationnaire.

Si les séries sont stationnaires, on peut directement appliquer la méthode des moindres carrés ordinaires sans aucun souci, dans le cas contraire, nous envisagerons l'étude de la cointégration des variables.

III.2.3. Le test de cointégration de la série

Ce test permet d'identifier clairement la véritable relation entre les variables en recherchant l'existence de vecteurs cointégrants et en éliminant leurs effets, le cas échéant. En effet, le risque d'estimer des relations «fallacieuses» et d'interpréter les résultats de manière erronée est très élevé. Une condition nécessaire de cointégration est que les séries soient intégrées du même ordre. Si les séries ne sont pas intégrées du même ordre, elles ne peuvent pas être cointégrées. En d'autres

termes, la cointégration signifie que les variables du modèle évoluent ensemble au même taux.

Il existe plusieurs méthodes permettant d'étudier la cointégration de variables, donc la méthode de Johansen, fondée sur l'estimation du maximum de vraisemblance ou de la trace statistic.

On teste progressivement les hypothèses nulles suivantes

- H0: aucune relation de cointégration contre H1: au moins une relation de cointégration;
- H0: une relation de cointégration contre H1: au moins deux relations de cointégration.
- H0: deux relations de cointégration contre H1: au moins trois relations de cointégration

Selon le nombre de relations de cointégration identifiées, on envisagera un modèle à correction d'erreur (MCE) (une seule relation de cointégration), ou un modèle vectorielle à correction d'erreur (**MVCE**) (Plusieurs relations de cointégration).

III.2.4. Le modèle à correction d'erreur

La théorie économique n'indique pas toujours clairement comment les ajustements permettent d'arriver à une situation d'équilibre ou à un objectif prédéterminé. A l'aide de l'économétrie, on arrive à combler cette lacune par des mécanismes d'ajustement cohérents. La problématique consiste à modéliser la variable endogène de sorte à coïncider avec une cible (la relation de cointégration indiquant une relation d'équilibre) qui constitue l'objectif de long terme. Le modèle à correction d'erreur peut être construit de façon simple selon deux approches :

- selon l'approche à deux étapes de Engle – Granger,
- selon la méthode de Hendry en une étape.

IV- PRESENTATION ET INTERPRETATION DES RESULTATS DES TESTS

IV-1. Présentation des résultats des tests

IV.1.1. Le test de multicollinéarité entre les variables

L'application du test de multicollinéarité, nous a permis de choisir les variables ci-après pour expliquer le modèle entre dette extérieure et la croissance économique par habitant en Côte d'Ivoire:

$$PIBH = f (DPIB, TINV, TEC, SB).$$

Le modèle à estimer s'écrit comme suit:

$$PIBH_t = \alpha_0 + \alpha_1 * DPIB_t + \alpha_2 * TINV_t + \alpha_3 * TEC_t + \alpha_4 * SB_t + \varepsilon_t$$

Les variables qui ne figurent pas dans cette équation sont exclus du modèle entre la dette extérieure et croissance économique par habitant du fait qu'elles n'ont pas d'influence où n'expliquent pas réellement le modèle.

IV.1.2. Le test de la stationnarité des variables

Le test de la stationnarité donne le résultat suivant:

Tableau II: Le test ADF et PP sur les variables en différence première

La règle de décision: |Valeur de la probabilité critique calculée| < |la valeur critique lue| au seuil de 5%, on dit que la série est stationnaire.

Variabes	ADF	PP	CV	Nbre de retard	Trend & Const	Niveau d'intégration
LPIBH	-3, 54	-3, 59	-1,95	0	A	I(1)
LDPIB	-7,10	-6, 93	-1,95	0	A	I(1)
LTINV	-4, 90	-4, 90	-1,95	0	A	I(1)
LTEC	-5,23	-5,57	-1,95	0	A	I(1)
SB	-6,25	-6,32	-1,95	0	A	I(1)

A: absence, P: présence CV : valeur critique, PP: Phillips-Perron, ADF: Dicker-Fuller

L'estimation conduit aux résultats ci-dessus en utilisant successivement le test augmenté de Dickey-Fuller (ADF) et celui de Phillips-Perron (PP). Il ressort de ces résultats que toutes les séries considérées sont I (1), c'est à dire non stationnaires à niveau mais stationnaires après la première différence au seuil de 5%. Comme toutes les séries sont I(1), on peut s'interroger sur l'existence ou non de relation de

cointégration entre les variables d'où le test de la cointégration. Ce test permet de voir si les variables du modèle évoluent ensemble au même taux.

IV.1.3. Le résultat du test de la cointégration de Johansen

Tableau III : le test de cointégration

Hypothesized	trace	5 Percent	1Percent
No. of CE(s)	Eigenvalue	Statistic	Critical Value
None**	0.750562	99.97891	87.31
At most 1	0.610419	58.322662	62.99
At most 2	0.344800	30.04208	42.44
At most 3	0.296242	17.35762	25.32
At most 4	0.203291	6.817985	12.25

*(**) denotes rejection of the hypothesis at the 5% (1%) level

Trace test indicates 1 cointegrating equation(s) at both 5% and 1% levels

Les résultats consignés dans le tableau montrent (λ_{\max} ou trace), qu'il existe une valeur de la statistique qui est strictement inférieure à la valeur critique aux seuils de 5% et 1%. Ces résultats suggèrent une relation de cointégration entre les variables le produit intérieur brut par habitant, encours de la dette, taux d'investissement, solde budgétaire, et terme de l'échange (**PIBH, DPIB, TINV, TEC, SB**) aux seuils critiques de 5% et de 1%. Cela nous amène à appliquer le modèle à correction d'erreur (**MCE**) à deux étapes de Engle et Granger pour capter la structure dynamique de l'évolution de court terme des séries.

IV.1.4. Le modèle à correction d'erreur

✓ La relation de long terme

La première étape consiste à estimer la relation de long terme par la méthode des MCO. Cette estimation se présente comme suit :

$$LPIBH_t = \alpha_0 + \alpha_1 * LDPIB_t + \alpha_2 * LTINV_t + \alpha_3 * LTEC_t + \alpha_4 * SB_t + \varepsilon_t$$

Le résultat de l'estimation de la relation de long terme est :

$$LPIBH_t = 11,20 - 0,07 * LDPIB_t + 0,12 * LTINV_t + 0,38 * LTEC_t - 0,012 * SB_t - 0,09 d_{1994}$$

R²=0,92 R²_{ajus}=0,91 F-Statistic=66,42 DW=1,30 N=33 S.E. of regression = 0,051

Les résidus issus de cette estimation étant stationnaires en niveau, nous pouvons estimer le modèle à correction d'erreur entre les variables en niveau.

✓ **La relation de court terme**

La seconde étape consiste à récupérer les résidus de la relation de long terme pour estimer le modèle à correction d'erreur qui s'écrit comme ci-après :

$$\Delta Y_t = \alpha_0 + \sum_{i=1}^p \alpha_i \Delta Y_{t-i} + \sum_{j=0}^p \beta_j \Delta X_{1t-j} + \dots + \sum_{k=0}^r \beta_{kl} \Delta X_{kt-l} + \lambda e_{t-1} + \mu_t$$

Le coefficient λ qui représente la force de rappel vers l'équilibre, doit être significatif et nécessairement compris entre -1 et 0. Sinon la spécification MCE doit être rejetée.

L'estimation par la MCO de la relation du modèle dynamique de court terme prendra la forme suivante :

$$\Delta LPIBH_t = \beta_0 + \beta_1 * \Delta LDPIB_t + \beta_2 * \Delta LTINV_t + \beta_3 * \Delta LTEC_t + \beta_4 * \Delta SB_t + \beta_5 * \varepsilon_{t-1} + \mu_t$$

Le résultat de l'estimation de la relation de court terme entre dLPIBH, dLDPIB, dLTINV, dSB et dLTEC en différence première et le résidu de la relation de long terme retardé d'une période donne l'équation suivante :

$$LPIBH = -0,038 * LDPIB + 0,053 * LTINV + 0,23 * LTEC - 0,005 * SB - 0,52 EPSILON(-1)$$

(0,020)	(0,031)	(0,064)	(0,001)	(0,14) ¹
(-1,90)	(-1,7)	(3,73)	(-3,68)	(-3,68) ²

Le coefficient du résidu retardé d'une période (- 0,52) est significatif, négatif et compris entre -1 et 0. Cela valide le modèle à correction d'erreur estimé.

IV.1.5. Le test de stabilité

La stabilité des coefficients d'un modèle joue un rôle important lorsqu'on cherche à comprendre les mécanismes économiques et à réaliser des projections. L'étude de la stabilité sur les séries temporelles permettent de mentionner les chocs subis par l'économie au cours de son évolution. En ignorant le choc, on risque de faire prendre des décisions erronées.

Pour le cas de la Côte d'Ivoire, le test détecte un choc qu'a subi économie au cours de son évolution. Les études empiriques expliquent ce phénomène par la dévaluation

¹ Std.Error
² T-statistic

de la monnaie (FCFA) en 1994. Cette dévaluation a permis un redressement remarquable des finances publiques. Le retour des excédents primaires a permis d'apurer les arriérés de paiements extérieurs, favorisant le retour des flux de capitaux publics et une relance des investissements publics.

De même, l'apurement des arriérés internes, l'accentuation dans les incitations fiscales et la reprise des travaux de l'Etat viennent renforcer mécaniquement les gains de compétitivités enregistrés par les activités domestiques. Mais cette amélioration des finances publiques vis à vis des recettes du café et du cacao, dont les cours mondiaux sont instables et risquent d'affaiblir encore davantage les recettes publiques. La situation est également fragile au regard de la dette publique et de son service qui risquent de devenir très vite insoutenable. Elle tient enfin à la maîtrise incomplète des dépenses publiques, dont un dérapage est toujours possible, notamment au niveau des dépenses courantes autre que les dépenses du personnel.

IV.2. Interprétation des résultats

Le résultat des régressions permet d'avoir deux relations de long et de court terme sur lesquels reposeront nos interprétations:

➤ **La relation de long terme:**

$$LPIBH = 11,20 - 0,07 * LDPIB + 0,12 * LTINV + 0,38 * LTEC - 0,012 * SB - 0,09 d_{1994}$$

➤ **La relation de court terme:**

$$LPIBH = -0,038 * LDPIB + 0,053 * LTINV + 0,23 * LTEC - 0,005 * SB - 0,52 * EPSILON(-1)$$

La relation de long terme obtenue par une estimation simple des variables brutes. Dans ce cas le coefficient de détermination $R^2=0,92$ est inférieur à $DW= 1,30$, c'est à dire les erreurs ne sont pas autocorrélées. Ce qui permet d'interpréter le modèle aisément. Ce coefficient indique la significativité du modèle et que les variables du modèle expliquent à 92% la croissance du PIB par habitant.

Pour la relation de court terme, le coefficient du résidu est de -0,52 négatif, significatif et compris entre -1 et 0, le modèle à correction d'erreur est validé.

Le résultat obtenu des tests économétriques permet d'appréhender l'impact de la dette extérieure à court et à long terme dans une dynamique de croissance économique. Nos hypothèses ont été vérifiées par les signes des coefficients associés aux variables.

L'encours de la dette extérieure rapporté au PIB dont le coefficient est de signe négatif (- 0,07) signifie qu'il agit négativement sur la croissance économique par habitant. Son coefficient traduit qu'un accroissement de 1% de la dette extérieure entraîne une diminution de 0,07% du PIB par habitant. Cela veut dire que la croissance du PIB par habitant et l'endettement évoluent dans le sens contraire. Ce résultat pourrait provenir, outre les questions de gouvernance, d'une mauvaise allocation des ressources empruntées sur l'extérieur vers les secteurs non productifs généralement la bureaucratie déficiente, les considérations d'ordre politique, les conflits sociopolitiques.

A court terme, l'endettement a aussi un impact négatif sur la croissance économique par habitant. Un accroissement d'un point du pourcentage de la dette extérieure entraîne une diminution de 0,038% du PIB par habitant. On peut expliquer ce fait par des mesures de stabilisation et d'ajustement initiées généralement par les Institutions de Bretton Woods qui ont des conséquences sur les dépenses publiques et donc sur les revenus des populations.

A long terme, le taux d'investissement agit positivement sur la croissance économique. Le résultat traduit une augmentation de 1% du taux d'investissement entraîne une hausse du PIB par habitant de 0,12%. Les études empiriques ont tenté d'expliquer ce phénomène par les investissements dans les services économiques. Ces services constituent les principales interventions directes dans les activités économiques et semblent être les facteurs plus déterminants dans la modification de la structure économique surtout, les exportations non agricoles. Ce qui justifie la présence de l'Etat dans les activités agro-industrielles, exportatrices (transformation du coton, de l'huile de palme et caoutchouc naturel et des dérivés cacao et café).

L'investissement a un impact positif mais reste moindre d'ampleur à court terme sur la croissance économique par habitant. En effet, à court terme une augmentation de 1% du taux d'investissement induit une croissance du PIB par habitant de 0,053%. Ce comportement de court terme des investissements est admissible dans la mesure où l'Etat s'endette sur l'extérieur pour financer les investissements moins productifs dans le domaine d'infrastructure de base (santé, éducation, armée, etc...).

En ce qui concerne la variable «termes de l'échange», elle agit fortement sur le PIB par habitant. Le coefficient positif signifie que si la variable termes de l'échange varie

de 1%, le PIB par habitant augmente de 0,38%. Cette corrélation positive entre les termes de l'échange et le PIB par habitant traduit l'importance des recettes d'exportation sur le niveau de vie de la population qui exerce pour la plupart dans le secteur agricole. La dégradation de termes de l'échange tend à amplifier le processus d'endettement.

En effet, l'économie de Côte d'Ivoire est tributaire des recettes d'exportation des produits de base notamment le café et le cacao. Les fluctuations des cours internationaux ont été telles que les termes de l'échange se sont détériorés avec comme conséquences immédiates, le fléchissement des recettes en devises dégradant ainsi sa situation financière et économique du pays. Pour cette raison, l'Etat doit promouvoir les industries de transformation pour renforcer sa position extérieure en devise afin de pouvoir soutenir le service de la dette extérieure et les importations des biens d'équipement. A court terme, l'appréciation des termes de l'échange est favorable à la croissance économique.

De son côté, le solde budgétaire généralement déficitaire a un impact négatif sur le PIB par habitant. Il évolue en sens inverse par rapport au PIB par habitant. A savoir un déficit élevé peut être à la base d'une expansion monétaire excessive source d'inflation. La possibilité de recourir à un déficit et des dépenses publiques à reporter sur les générations futures peut induire une charge fiscale injustifiée. Cette charge fiscale entraîne une baisse de l'épargne des ménages et des entreprises. Dans la même logique, elle décourage les investisseurs étrangers et nationaux et engendre la dégradation de la situation des finances publiques. Enfin, un degré élevé d'endettement public pour financer le déficit fait courir le risque de fuite de capitaux et de perte d'influence dans la concertation internationale.

Concernant la variable muette (**d_{94}**) de la relation de long terme, elle permet de détecter le choc qu'a subi l'économie durant l'année 1994. Les études empiriques expliquent ce fait par les effets pervers de la dévaluation. La dévaluation même si, elle a des implications économiques positives en améliorant les finances publiques vis à vis de café et cacao risque dans un contexte d'instabilité des cours mondiaux affaiblir d'avantage les recettes publiques. Cette situation fragilise également les finances publiques en accentuant le déficit public. La dévaluation a dégradé le niveau de vie de la population par la baisse du revenu donc le pouvoir d'achat des ménages.

Enfin, le coefficient de la variable retardée du modèle de court terme qui est de -0,52. L'inverse de ce coefficient du résidu en valeur absolue $(1/0,52)=2$, indique le délai d'ajustement des variables par rapport à la relation de long terme. Dans ce cas, Lorsqu' il y'a un choc, il faut deux ans pour que l'ajustement sur la tendance de long terme soit efficace.

Recommandations et conclusion

Recommandations

La mise en œuvre des politiques macroéconomiques et structurelles intégrant les politiques commerciales, fiscales et sectorielles contribuent à l'environnement stable et à l'activité économique. Ces politiques économiques influencent davantage les incitations à investir et attire les investissements directs étranger (IDE) dans le pays. L'amélioration et la création d'infrastructures économiques et sociales s'avèrent nécessaire pour cibler des sources potentielles et redynamiser la croissance économique. Ces politiques doivent être accompagnée d'une dette supportable par l'économie du pays. C'est dans ce sens que les recommandations sont adressées aux décideurs politiques et économiques, aux conseillers gouvernementaux et aux bailleurs de fonds afin de leurs permettre de prendre de bonne décisions en matière la dette extérieure dans une perspective de croissance économique.

Les décideurs politiques et économiques doivent mettre en place des stratégies pour maîtriser le déficit budgétaire par des mesures d'ajustements. Cette politique économique de réduction du déficit budgétaire permet de réduire conjointement la part de la dette dans le PIB. Pour cela, le gouvernement doit ajuster les dépenses de consommation de l'Etat sans compromettre l'évolution économique. Cette opération consiste à faire un "toiletage" des finances publiques. Pour augmenter les recettes de l'Etat, le gouvernement doit élargir l'assiette fiscale sans élever le taux d'imposition. Il doit mettre en place une stratégie de lutte contre la fraude fiscale et la corruption qui risque de nuire la croissance économique en Côte d'Ivoire.

L'endettement extérieur est une nécessité pour la Côte d'Ivoire, mais le recours à ce dernier doit être entouré d'un certain nombre de précautions, notamment par rapport à l'utilisation des fonds d'emprunt. Il faut veiller à ce qu'ils permettent de financer les investissements publics, d'appuyer efficacement la production directe et investissement privé tout en maîtrisant le service de la dette. Il s'avère également indispensable que la stratégie d'endettement soit plus cohérente et soutenue pour accroître la crédibilité du gouvernement et garantir les flux réguliers indispensables à la maximisation des effets bénéfiques de la dette.

Pour décider sur la politique future de l'Etat, il faut d'abord interpréter les problèmes de la dette dans un esprit plus libéral et plus large et mieux percevoir la relation qui existe entre le processus d'aide et l'accroissement de l'endettement. Il faut ensuite mettre plus de souplesse dans la recherche des solutions.

Il convient de modifier les politiques à très court terme faisant appel au financement excessif extérieur et de prévoir des modes de règlement permettant au pays d'envisager les années à venir avec un sentiment de sécurité et de stabilité.

Il serait peut être bon de prendre de nouvelles mesures de caractère institutionnel ou de créer un nouveau dispositif institutionnel pour conduire les négociations concernant la dette dans un esprit systématique et de formuler des normes et des procédures applicables à ces négociations.

Il pourrait être extrêmement avantageux de faire figurer dans les accords de prêt une « clause de dérogation temporaire » aux termes de laquelle il serait accordé au débiteur, sous certaines conditions, certains allègements convenus d'avance, comme le différé des paiements dus au titre de l'amortissement et de l'intérêt, ou la renonciation à ces paiements.

Il est recommandé à la Côte d'Ivoire de tout mettre en œuvre pour obtenir un traitement efficace de sa dette dans le cadre des nouvelles initiatives en faveur des Pays pauvres très endettés. Cela permet de consacrer les ressources dégagées aux secteurs sociaux prioritaires afin de réduire le niveau de la pauvreté.

Conclusion

L'analyse de l'évolution de la dette extérieure et les indicateurs économiques permet de déduire que la dette constitue un véritable fardeau de l'économie ivoirienne. Les engagements tenus par l'Etat en matière du service de la dette extérieure évincent les investissements publics et privés entraînant ainsi la baisse de la croissance économique. Cet effet d'éviction a des conséquences récurrentes dans le processus de développement par une dégradation net des infrastructures de base et des conditions de vie de la population.

Il faut aussi souligner la mauvaise gestion des ressources empruntées qui demeure le problème majeur des pays à faible revenu. La crise de l'endettement de l'Etat de Côte d'Ivoire a été accentuée par certains facteurs non économiques à travers la

bureaucratie déficiente, des considérations d'ordre politique, des conflits sociopolitiques. Ces conflits ont été marqués par la rupture des relations entre l'Etat de Côte d'Ivoire et les Institutions de Bretton Woods.

Les résultats des tests économétriques montrent qu'à court et à long la dette extérieure a un impact négatif sur la croissance économique par habitant en Côte d'Ivoire.

BIBLIOGRAPHIE

- ASSEMIEN Alexandre (1994), *Dettes et croissance: Cas de la Côte d'Ivoire* (Document de travail)
- Borensztein, E. (1990), "Debt overhang, Debt reduction and Investment: The Case of Philippines", IMF Working Paper WP 90/77, September Washington, DC: IMF.
- Barro R. (1989), *The Neo-classical Approach to Fiscal Policy* in Barro, R (ed), *Modern business, cycle theory* (Harvard University Press), 1989.
- BAMBA N'Galadio Lambert (2002), *Analyse de la situation macroéconomique Ivoirienne depuis la crise militaro-politique et perspective pour 2004*, Côte d'Ivoire, CAPEC- Abidjan N° 89.
- BAMBA N'Galadio Lambert (2003), *Comment la politique Economique Ivoirienne s'adapte -t-elle aux accords de l'OMC CAPEC-CIRES*, N°83, pages 37.
- BAMBA N'Galadio Lambert (2004), *les sources de la croissance en Côte d'Ivoire*, CIRES, N°97, pages 43.
- BOURBONNAIS, *Econométrie*, manuel et exercices corrigés, 2^{ème} et 5^{ème} édition et DUNOD, PARIS.
- CHE KARAO Mahamadou (2006), *Impact des investissements directs étrangers sur la Croissance économique en Côte d'Ivoire*. (Mémoire Professionnel)
- COGNEAU Denis (2002), *L'économie ivoirienne, la fin du mirage, Côte d'Ivoire 98 pages* (Document de travail) .
- Dere Ossélin Victorien (2004), *Politique d'endettement et d'investissement publics pour développement économique durable : Cas de la Côte d'Ivoire* (Dossier de Politique Economique).
- DOSSOU Antonin (2000), *Guide pratique de l'économétrie des séries temporelles BCEAO-Siège, Dakar, 39 Pages P:63-64*.
- DIBY K Charles (2003), *Mécanismes de Gestion et Traitement de la Dette Publique*, Côte d'Ivoire, 60 Pages.
- DOUCOURE F. B. (2004), *Méthodes économétriques + cours et travaux Pratiques Logiciels : Eviews, STATA, SPSS, 2^e Edition, Dakar* (Note pédagogique)
- Eichengreen, Barry, and Richard Portes (1986) "Debt and Deficit in the 1930; causes and consequences": *European Economic Review* 559-640.

- FMI (2002) "dettes extérieures et croissance économique" *Finances et Développement* juin 2002, P 34-32
- FMI (2003), *Statistiques de la dette extérieure, Guide pour les statistiques et les utilisateurs. (document de travail)*
- KACOU Kouamela (2003), *Efficacité du système éducatif, adéquation formation Emploi : le cas de la Côte d'Ivoire (CAPEC-CIRES), N° 77, pages 31.*
- KEHO Yaya (2006), "*Cointégration et Modèles à Correction d'Erreur, de la théorie à la pratique (Note Pédagogique).*
- KOUASSY Oussou (1994), *Politique Budgétaire et Croissance en Côte d'Ivoire (Document de travail CAPEC-CIRES) ,51 pages.*
- KOUADIO Marcel Benié (1994), *Analyse de la croissance économique de la Côte d'Ivoire (document de travail).*
- Krugman , P. (1988), "Financing Forgiving a Debt overhang: Some Analytical Notes" *Journal of Development Economic, 29.*
- MANKIWI G. N. (2003), *Macroéconomie*, Traduction de la 5^e édition américaine par Jean Houard, 3^e édition, paris.
- Malcolm Gillis (1998), *Economique du développement*, traduction de la 4^e édition Américaine par Bruno Baron- Renault, Belgique.
- Marc Montoussé (2003), *Théories économiques, les grands courants*, 3^{ème} édition, Paris.
- Nations Unies (1972) "*Problèmes de la dette des pays en voie de développement*", Rapport du secrétaire de la CNUCED, New York, 34 pages.
- N'Zue Félix Fofona (2003), *Solde budgétaire, Croissance Economique et Empli en Côte d'Ivoire N°81 CIRES-CI.*
- Ojo, Kenneth O. (1989), "Debt capacity Model of sub Saharan African: Economic issues and perspectives" *Development Policy Review, 7.*
- Oshikoya ,T.W. Ogbu; O. (1998), *Financial Liberalization, emerging stock markets, and economic development Africa* In M Kandwire, Soludo, CC, Ed, African. Perspectives on structural adjustment, Vol 2, International Development Research centre, Ottawa, on, Canada (In press).
- Sahs J. (1988), The Debt overhang of developing countries in Guillermo A Calva, Ronald Findlay, Pentti Kouri, and Jorge Braga de Macedo(eds), *Debt, stabilization and Development: Essays in Memory of carlos Diaz-Alejandro.*oxford and Cambridge,MA: Blackwell 80-102.

SAMUELSON Alain (1990), *les grands courants de la pensée économique*, 3^e Ed 1992, Grenoble.

TUHO Valy Charles (1992), *l'économie ivoirienne et la communauté économique européenne*, Edition CEDA, Abidjan.

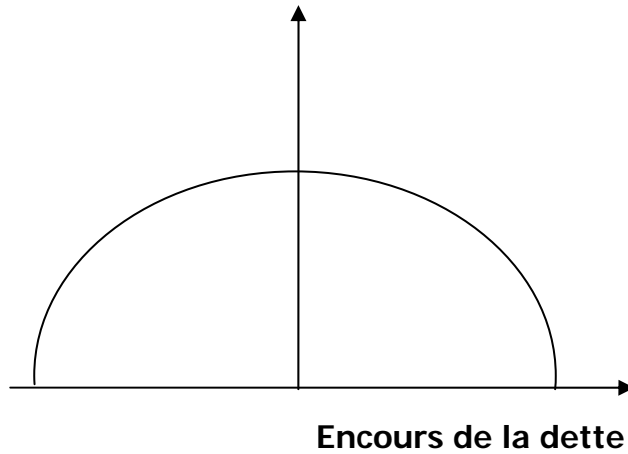
YAPO Leonce (2002), *Les déterminants de l'Endettement Extérieur des PPTE*, BAD, Côte d'Ivoire 29 pages.

ANNEXES

Annexe 1 : **Courbe de Laffer : Dette et courbe de Laffer**

L'alourdissement de la dette diminue la probabilité de son remboursement

Surendettement



Base de données

ANNEES	PIBH	SDX	DPIB	TINV	TSS	TCD	TO	TEC	SB
1970	540994,2	7,5	20,3	22,3	13	4,30	59,80	124,20	-3,7
1971	568546,3	8,3	22,9	21,5	13	4,06	50,47	126,17	-4,9
1972	568864,7	8,8	23,9	25,9	14	4,09	52,08	108,22	-1,4
1973	578575,6	7,6	30,6	25,1	17	4,07	53,18	132,92	-1,4
1974	579620,8	8,6	29,2	35,2	20	4,05	56,49	127,08	-0,2
1975	602933,9	9,5	38,4	33,5	18,6	3,98	50,42	101,30	-3,2
1976	654644,8	11,3	41,9	47,7	18,1	3,91	52,88	118,48	-5,6
1977	675785,7	10,9	57,8	56,3	18,8	3,88	53,93	176,22	2,4
1978	721169,0	15,3	57,4	34,2	18,8	3,85	53,97	144,83	-15,8
1979	710629,5	20,1	50,6	29,4	19,2	3,83	52,16	137,02	-13,1
1980	609053,6	39,1	76,81	27,1	19,7	3,81	73,43	115	-15,3
1981	606894,7	51,2	72,25	24,4	18,9	3,79	71,50	107	-13,4
1982	585680,0	55,3	98,81	24,4	19,4	3,75	68,99	103	-15,4
1983	542161,6	49,4	111,24	21,7	20,5	3,74	66,34	108	-11,4
1984	508290,7	37,6	121,61	11,8	21,3	3,71	71,57	130	-1,2
1985	511973,0	34,8	112,32	11,8	22	3,68	68,72	144	2,9
1986	509771,9	36,2	98,6	11,8	22,9	3,63	69,67	146	-3,0
1987	490053,7	40,1	73,2	11,5	22,9	3,59	67,45	121	-8,5
1988	478282,5	34,1	76,06	10,3	23	3,56	64,08	112	-14,6
1989	475403,6	34,0	71,47	8,6	22,8	3,50	67,33	94	-16,7
1990	454135,3	36,4	75,77	8,6	23	3,47	70,29	82	-12,0
1991	439137,5	40,4	85,5	7,8	24,1	3,39	67,65	88	-13,5
1992	423762,2	32,3	146,76	11,1	22,87	3,31	68,21	93	-12,2
1993	409418,2	33,2	151,87	12,9	22,98	3,25	63,37	93	-12,4
1994	399857,6	35,7	163,46	15,3	22,78	3,17	70,47	98	-7,5
1995	415296,3	20,4	469,12	15,4	23,02	3,09	69,55	100	-4,4
1996	434437,9	27,2	161,61	16,8	24,09	2,93	78,10	103	-2,8
1997	446694,9	28,2	166,82	16,4	23,25	2,78	81,30	102	-2,7
1998	455792,7	28,0	127,75	9,7	22,46	2,62	76,49	102	-2,5
1999	451729,7	28,1	87,27	9,7	22,81	2,46	85,11	103	-3,7
2000	430482,1	31,4	87,62	9,9	23,23	2,31	76,22	104	-1,6
2001	422631,9	25,5	89,5	9,9	23,02	2,18	75,54	103	0,4
2002	406507,4	19,4	90,28	10,0	23,125	2,05	78,38	104	-1,2

Source : BCEAO, CD-ROM 2002,2004 de la Banque Mondiale

1-Modèle de long terme

Dependent Variable: LPIBH
 Method: Least Squares
 Date: 07/05/06 Time: 08:39
 Sample: 1970 2002
 Included observations: 33

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LTEC	0.389326	0.071790	5.423127	0.0000
SB	-0.012779	0.001930	-6.621771	0.0000
LTINV	0.127225	0.024524	5.187844	0.0000
LDPIB	-0.072689	0.015874	-4.578970	0.0001
DUMMY	-0.096527	0.029968	-3.221018	0.0033
C	11.20126	0.347019	32.27850	0.0000
R-squared	0.924812	Mean dependent var		13.14381
Adjusted R-squared	0.910889	S.D. dependent var		0.173235
S.E. of regression	0.051713	Akaike info criterion		-2.923238
Sum squared resid	0.072205	Schwarz criterion		-2.651146
Log likelihood	54.23343	F-statistic		66.42021
Durbin-Watson stat	2.306806	Prob(F-statistic)		0.000000

2-Test d'hétéroscédasticité de la relation de long terme

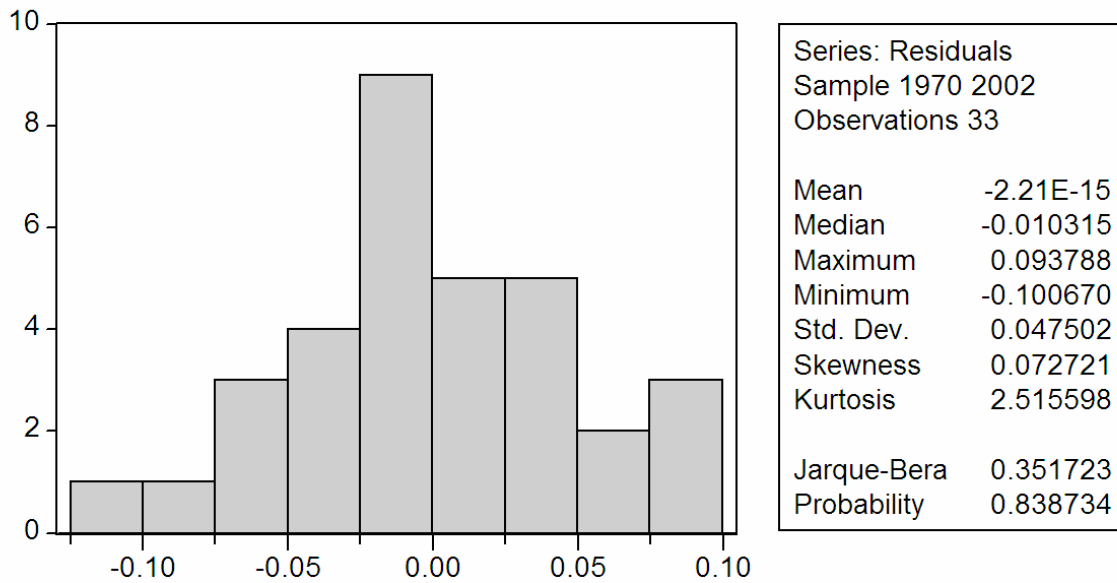
White Heteroskedasticity Test:

F-statistic	0.994114	Probability	0.471524
Obs*R-squared	9.241921	Probability	0.415249

Test Equation:
 Dependent Variable: RESID^2
 Method: Least Squares
 Date: 07/05/06 Time: 08:40
 Sample: 1970 2002
 Included observations: 33

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	0.754739	0.443488	1.701823	0.1023
LTEC	-0.320171	0.190490	-1.680773	0.1063
LTEC^2	0.033173	0.019946	1.663150	0.1099
SB	-6.42E-05	0.000379	-0.169625	0.8668
SB^2	-1.30E-05	2.27E-05	-0.571834	0.5730
LTINV	0.019432	0.015694	1.238214	0.2281
LTINV^2	-0.003431	0.002627	-1.305960	0.2045
LDPIB	-0.001450	0.007892	-0.183685	0.8559
LDPIB^2	-5.11E-05	0.000898	-0.056930	0.9551
DUMMY	0.000209	0.001859	0.112377	0.9115
R-squared	0.280058	Mean dependent var		0.002188
Adjusted R-squared	-0.001658	S.D. dependent var		0.002735
S.E. of regression	0.002738	Akaike info criterion		-8.718341
Sum squared resid	0.000172	Schwarz criterion		-8.264853
Log likelihood	153.8526	F-statistic		0.994114
Durbin-Watson stat	1.687942	Prob(F-statistic)		0.471524

3-Test de normalité de la relation de long terme



4-Corrélogramme de la relation de long terme

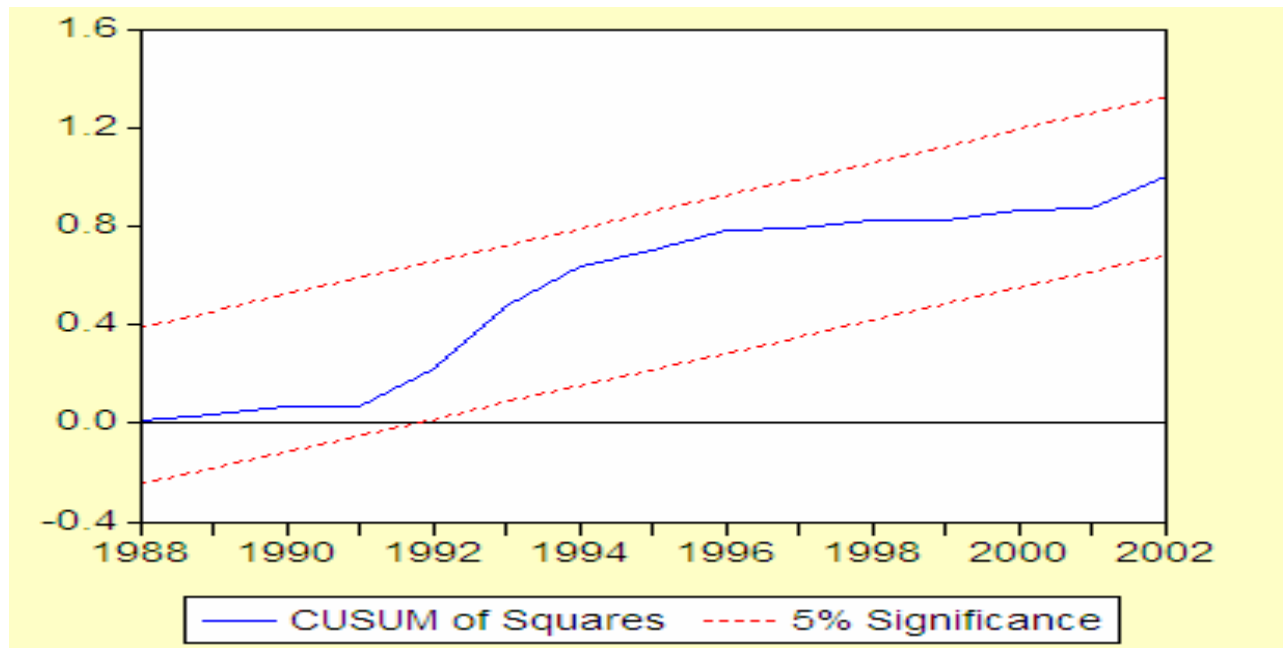
Date: 07/08/05 Time: 08:49

Sample: 1970 2002

Included observations: 33

	Autocorrelation	Partial Correlation	AC	PAC	Q-Stat	Prob
1			-0.025	-0.025	0.0233	0.879
2			-0.250	-0.251	2.3563	0.308
3			-0.163	-0.190	3.3840	0.336
4			0.063	-0.021	3.5428	0.471
5			0.250	0.182	6.1198	0.295
6			0.040	0.062	6.1892	0.402
7			-0.320	-0.232	10.745	0.150
8			-0.034	0.012	10.799	0.213
9			0.136	0.032	11.683	0.232
10			-0.016	-0.151	11.696	0.306
11			-0.171	-0.203	13.231	0.278
12			-0.100	-0.042	13.780	0.315
13			-0.099	-0.209	14.347	0.350
14			0.084	-0.158	14.777	0.394
15			0.257	0.258	19.018	0.213
16			-0.191	-0.128	21.485	0.161

5-Test de stabilité



6-Test de cointégration

Date: 07/05/06 Time: 10:11

Sample(adjusted): 1973 2002

Included observations: 30 after adjusting endpoints

Trend assumption: Linear deterministic trend (restricted)

Series: LPIBH LDPIB LTEC LTINV SB

Lags interval (in first differences): 1 to 2

Unrestricted Cointegration Rank Test

Hypothesized		Trace	5 Percent	1 Percent
No. of CE(s)	Eigenvalue	Statistic	Critical Value	Critical Value
None **	0.750562	99.97891	87.31	96.58
At most 1	0.610419	58.32262	62.99	70.05
At most 2	0.344800	30.04208	42.44	48.45
At most 3	0.296242	17.35762	25.32	30.45
At most 4	0.203291	6.817985	12.25	16.26

*(**) denotes rejection of the hypothesis at the 5%(1%) level

Trace test indicates 1 cointegrating equation(s) at both 5% and 1% levels

Hypothesized		Max-Eigen	5 Percent	1 Percent
No. of CE(s)	Eigenvalue	Statistic	Critical Value	Critical Value
None *	0.750562	41.65629	37.52	42.36
At most 1	0.610419	28.28054	31.46	36.65
At most 2	0.344800	12.68446	25.54	30.34
At most 3	0.296242	10.53964	18.96	23.65
At most 4	0.203291	6.817985	12.25	16.26

*(**) denotes rejection of the hypothesis at the 5%(1%) level

Max-eigenvalue test indicates 1 cointegrating equation(s) at the 5% level

Max-eigenvalue test indicates no cointegration at the 1% level

7-Modèle de court terme

Dependent Variable: LPIBHST

Method: Least Squares

Date: 07/05/06 Time: 08:56

Sample(adjusted): 1971 2002

Included observations: 32 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LTECST	0.239060	0.064020	3.734163	0.0009
SBST	-0.005980	0.001623	-3.684834	0.0010
LDPIBST	-0.038334	0.020132	-1.904137	0.0676
LTINVST	0.053113	0.031074	1.709244	0.0989
EPSILON2(-1)	-0.527631	0.143079	-3.687693	0.0010
R-squared	0.463518	Mean dependent var		-0.008931
Adjusted R-squared	0.384039	S.D. dependent var		0.046339
S.E. of regression	0.036368	Akaike info criterion		-3.647638
Sum squared resid	0.035712	Schwarz criterion		-3.418617
Log likelihood	63.36221	Durbin-Watson stat		1.615473

8-Test racine unité du résidu

Null Hypothesis: EPSILON2 has a unit root

Exogenous: None

Lag Length: 0 (Fixed)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.441589	0.0001
Test critical values:		
1% level	-2.639210	
5% level	-1.951687	
10% level	-1.610579	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(EPSILON2)

Method: Least Squares

Date: 07/05/06 Time: 09:22

Sample(adjusted): 1971 2002

Included observations: 32 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
EPSILON2(-1)	-0.765820	0.172420	-4.441589	0.0001
R-squared	0.388867	Mean dependent var		0.000415
Adjusted R-squared	0.388867	S.D. dependent var		0.062860
S.E. of regression	0.049141	Akaike info criterion		-3.157499
Sum squared resid	0.074860	Schwarz criterion		-3.111695
Log likelihood	51.51998	Durbin-Watson stat		1.818750

9-Test de hétéroscédasticité

White Heteroskedasticity Test:

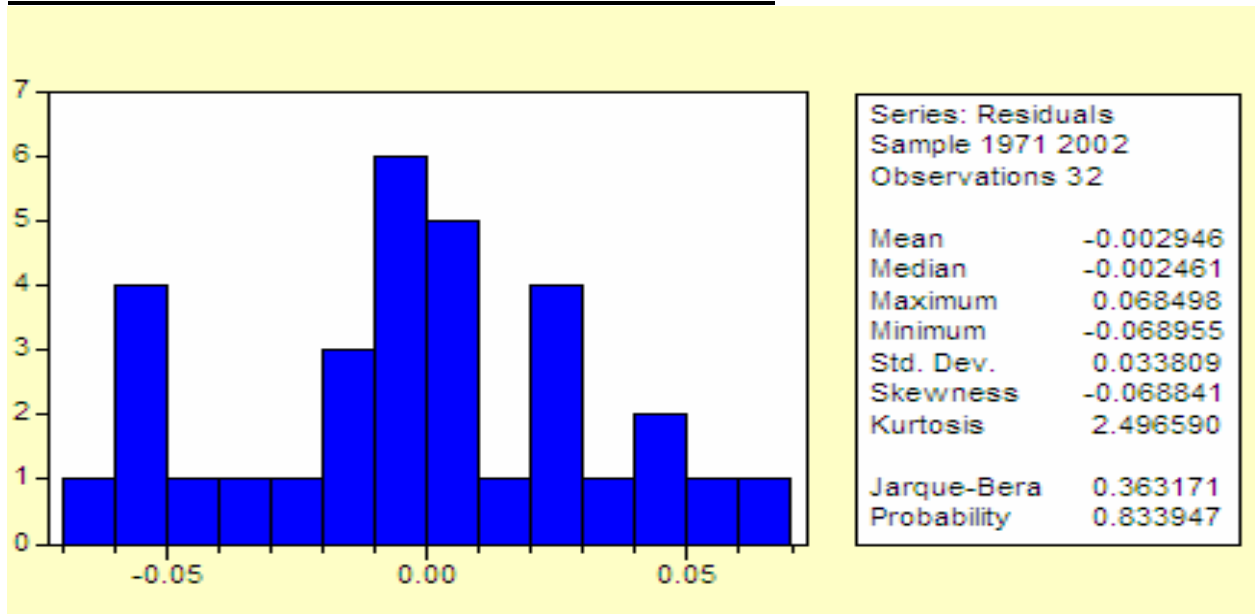
F-statistic	0.544354	Probability	0.839220
Obs*R-squared	6.587368	Probability	0.763741

Test Equation:
 Dependent Variable: RESID^2
 Method: Least Squares
 Date: 07/05/06 Time: 08:57
 Sample: 1971 2002
 Included observations: 32

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	0.001122	0.000515	2.179896	0.0408
LTECST	-0.003456	0.003041	-1.136483	0.2686
LTECST^2	0.007571	0.011325	0.668563	0.5111
SBST	-4.92 ^E -05	8.91E-05	-0.552032	0.5868
SBST^2	-6.53 ^E -06	7.90E-06	-0.826792	0.4177
LDPIBST	0.001266	0.000942	1.343509	0.1934
LDPIBST^2	0.000171	0.001046	0.163162	0.8720
LTINVST	0.000252	0.001638	0.153986	0.8791
LTINVST^2	0.000649	0.004268	0.152073	0.8806
EPSILON2(-1)	0.001105	0.006134	0.180083	0.8588
EPSILON2(-1)^2	-0.037167	0.111499	-0.333344	0.7422

R-squared	0.205855	Mean dependent var	0.001116
Adjusted R-squared	-0.172309	S.D. dependent var	0.001402
S.E. of regression	0.001518	Akaike info criterion	-9.877011
Sum squared resid	4.84 ^E -05	Schwarz criterion	-9.373164
Log likelihood	169.0322	F-statistic	0.544354
Durbin-Watson stat	1.881072	Prob(F-statistic)	0.839220

10-Test de normalité de relation de court terme



11-Corrélogramme du résidu de la relation de court terme

Date: 07/08/05 Time: 08:59
 Sample: 1971 2002
 Included observations: 32

Autocorrelation	Partial Correlation	AC	PAC	Q-Stat	Prob	
		1	0.023	0.023	0.0178	0.894
		2	-0.295	-0.295	3.1688	0.205
		3	-0.181	-0.182	4.4045	0.221
		4	-0.121	-0.234	4.9725	0.290
		5	0.263	0.168	7.7661	0.170
		6	-0.192	-0.391	9.3101	0.157
		7	-0.014	0.105	9.3184	0.231
		8	0.241	0.109	11.955	0.153
		9	-0.097	-0.124	12.399	0.192
		10	-0.030	-0.047	12.443	0.257
		11	-0.155	-0.028	13.692	0.251
		12	-0.011	-0.098	13.699	0.320
		13	0.166	-0.029	15.284	0.290
		14	0.040	0.170	15.379	0.353
		15	0.001	-0.114	15.379	0.425
		16	-0.196	-0.203	17.989	0.325

12-Test de stabilité

